

**Chapitre IX**  
**Révolution ou réformisme? (1960-1998)**  
**Des dictatures aux démocraties restreintes**  
**L'Amérique latine dans le monde**  
**Le kaléidoscope culturel**

**En guise d'ouverture: le défi cubain**

**Une révolution pour les petites gens:**

"Je l'ai vu à La Havane./ Je l'ai vu, ce n'était pas un rêve./ Des palais en marbre ancien/ pour ceux qui n'ont pas de souliers./ Des châteaux où l'ouvrier se repose/ assis, protégé par son propre travail./ Le jardin champêtre de la Duchesse/ pour la fille de Jean qui est malade./ La montagne, la plage, l'eau de Vichy, le caviar/ pour ceux qui n'avaient pas de place avant." (Nicolás Guillén, poète cubain)

**La révolution humaniste:**

"J'ai dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas communistes, oui, je l'ai dit d'une manière formelle... Nous croyons que le peuple a besoin de liberté, de garanties individuelles, de la liberté d'entreprise, enfin de tous les autres droits de l'homme, mais qu'avant tout il a le droit de vivre, de travailler et de manger décemment... Notre révolution tente de réconcilier tous les droits de l'homme, les droits civils et politiques reconnus par les démocraties, avec la justice sociale. Nous sommes des démocrates sincères, parce que la démocratie qui parle seulement de droits théoriques et oublie les besoins de l'homme n'est ni sincère ni véritable. Ni pain sans liberté, ni liberté sans pain." (F. Castro en visite aux États-Unis, avril 1959).

**Une seule révolution possible, anti-impérialiste et socialiste:**

"Nous, nous avons à choisir entre rester sous la domination, l'exploitation et l'insolence impérialistes... ou faire une révolution anti-impérialiste, une révolution socialiste. En cela il n'y avait pas d'alternative. Toute autre position aurait été une position fautive, une position absurde... Voilà le chemin que devait suivre la révolution: le chemin de la lutte anti-impérialiste et le chemin du socialisme... Telle est la grande vérité dialectique de l'humanité: l'impérialisme n'a en face de lui que le socialisme... Je le dis avec une grande satisfaction et avec une entière confiance, je suis marxiste-léniniste, et je serai marxiste-léniniste jusqu'au dernier jour de ma vie." (F. Castro, décembre 1961)

**Cuba et l'Amérique latine:**

"La Révolution cubaine marque un tournant non seulement dans l'histoire cubaine, mais également dans l'histoire de l'Amérique latine. Elle a fait naître des espoirs, elle a élevé la conscience politique, elle a donné un nouveau sens à la lutte contre le sous-développement et contre l'impérialisme. Cuba fut (et demeure jusqu'à un certain point) un phare pour les uns, un épouvantail pour d'autres. L'**égalitarisme** constitue sans contredit l'image

de marque de la Révolution cubaine. C'est en cela qu'elle est profondément révolutionnaire, donc subversive, dans une Amérique latine caractérisée justement par des inégalités sociales, doublées de différences raciales, et par des exclusions multiples. La Révolution cubaine s'est employée à réduire d'une façon radicale les écarts entre riches et pauvres, entre dirigeants et citoyens, entre citadins et ruraux, entre hommes et femmes. Elle l'a fait en mobilisant la population comme aucun autre gouvernement sur le continent n'a osé le faire, forte d'une légitimité acquise surtout sur le front des réalisations sociales." (C. Morin, 1989)

**1. La transnationalisation de l'économie**

La période qui s'ouvre en 1960 avec la Révolution cubaine est marquée par une crise profonde qui secoue la société latino-américaine de haut en bas. C'est la reprise, sur un mode nouveau, de la crise ouverte en 1930 qu'on avait cru résolue par la prospérité correspondant au cycle belliqueux (1939-1953) et par de timides conversions (telle l'industrialisation par substitution) mais qui à la façon de l'hydre revient hanter l'Amérique latine.

Il s'agit d'une **crise globale**. Elle concerne plusieurs niveaux:

a) d'abord le modèle d'accumulation:

- l'Amérique latine connaît une érosion de sa position dans le commerce international qui passe de 12% en 1948 à 4% en 1976. Ce déplacement résulte de concurrences au sein du Tiers Monde, pour les matières premières (pour des produits tels que le pétrole, le café, l'étain, le cuivre) et aussi sur le marché des produits industriels (avec l'apparition de plates-formes industrielles que sont Taiwan, Hong Kong, la Corée du Sud, Singapour, ces quatre «dragons» asiatiques).
- elle subit une détérioration des termes de l'échange: ainsi il faut vendre plus de sacs de café pour acheter le même nombre de tracteurs.
- il faut développer des activités nouvelles, donc recourir à l'importation de nouvelles technologies. C'est l'appel aux investissements, à l'extérieur. D'où la nécessité de créer un climat fiscal et social "avantageux".
- il faut concentrer les revenus vers les segments porteurs d'une demande solvable : les secteurs

moyens urbains.

b) Elle s'accompagne d'une transformation des rapports de classes:

- une prolétarianisation accélérée d'une partie de la paysannerie
- l'incapacité à absorber comme prolétaires une partie des ruraux condamnés à tomber dans le *Lumpen*
- la classe ouvrière plus militante se voit libérée de la tutelle populiste
- une sévère compression des salaires réels

c) le système politique est remis en question:

- La Révolution cubaine déstabilise par son exemple mobilisateur. Le populisme n'offre plus une réponse d'évitement. L'État ne peut plus jouer le rôle de médiateur, il s'ensuit une politisation des conflits sociaux. L'État réprime les grèves économiques.

d) le modèle idéologique est contesté:

- La lutte armée apparaît en imitation de la Révolution cubaine.
- Une partie de l'Église s'engage du côté des pauvres (réunion de Medellín en 1968)

Qui dit crise ne dit pas stagnation. Il y a croissance. Entre 1960 et 1978, le PNB global de la région passe de 147 Md à 386 Md \$ (US \$ 1978), soit un accroissement plus rapide que celui des pays industrialisés qui grimpent de 2 515 à 5 318 Md \$. Certains pays comme le Brésil ou le Mexique ont même connu des taux de croissance annuels de 7 ou 8%.

On a même pu parler de développement, à certains indices: (1) la baisse de la contribution de l'agriculture dans le PIB [l'Amérique latine n'est plus à prédominance rurale, ni dans la nature de sa production, ni dans la répartition de sa population; (2) la part de l'industrie dans le PIB est passée de 18% en 1950 à 25% en 1975 — ce qui déjà fait problème, que confirme le gonflement du tertiaire (plus de 50%), comme si l'Amérique avait le privilège de passer en un quart de siècle d'une économie agraire-primaire à une économie post-industrielle. Cela représenterait une formidable compression d'une expérience étendue ailleurs sur plus d'un siècle.

#### **Mal-développement, concentration et exclusion**

Il s'agit de fait d'un «mal-développement» qui fait plus de parias que de bénéficiaires. Le développement n'est que partiel, sectoriel, il désarticule plus qu'il n'intè-

gre, il concentre plus qu'il n'entraîne. Un exemple de **concentration**: trois pays concentrent 57 % de la production industrielle sur 10 % de leurs territoires.

Veut-on un exemple d'**exclusion**? La majorité de la population n'est intégrée qu'à titre de main-d'œuvre (si tant est qu'elle a la chance de détenir un emploi) et non comme consommateur, sinon de l'essentiel qui se réduit à de mauvaises rations alimentaires, à un taudis comme logement, à la mise au travail d'un maximum de membres de la famille. Au Brésil, vers 1976, un travailleur au salaire minimum (plus de 50% de la main-d'œuvre) devait travailler 16h/jr et 30 jours par mois pour acheter la ration minimale familiale.

La croissance économique n'a réussi ni à améliorer le niveau des majorités, ni à réduire la dépendance extérieure.

#### **A) Des lieux de transnationalisation**

La transnationalisation prend ampleur après la Deuxième Guerre mondiale. Elle ne se limite plus aux secteurs des ressources naturelles et des industries agro-exportatrices ou des services; elle envahit le secteur manufacturier.

Vernon a étudié la progression de 187 firmes transnationales US dans la création de filiales manufacturières en Amérique latine. Elles comptaient 20 filiales en 1919, 114 en 1939, 259 en 1950, puis 950 en 1967.

Pourquoi? La croissance d'après-guerre a reposé sur l'intensification du travail, sur la modernisation accélérée des appareils de production, grâce à l'apport de la science et de la technologie, sur des gains de productivité dans le travail. Elle s'est traduite par une intégration économique à l'échelle internationale. La concurrence jouait en faveur des firmes les plus productives, lesquelles étaient étrangères.

L'un des piliers de la transnationalisation a été, au côté de la maîtrise de technologie, la maîtrise des capitaux de façon à orienter la production vers les secteurs à plus forte rentabilité. J'ai dit maîtrise, car on a découvert que, contrairement à une idée consacrée, une proportion considérable (85%) des investissements étrangers en Amérique latine provenait non pas de capitaux de l'extérieur, mais de la captation de l'épargne locale par des firmes étrangères. Ainsi entre 1960 et 1972, le flux net de capital US en Amérique, sous forme d'investissements directs a atteint 4,2 Md \$, cependant que les rapatriements aux USA se sont élevés à 9,2. L'Amérique latine s'est transformée en exportateur net de capital, par des transferts à rebours.

Veut-on des indices de la transnationalisation dans l'agriculture qui prend la forme d'une intégration dans la chaîne agro-alimentaire internationale :

- la mécanisation sous pression et sans rapport avec les besoins locaux;
- la modernisation par des semences améliorées et l'usage d'engrais;
- la spécialisation: (1) des produits qui servent de matières premières: coton, viande de seconde qualité pour l'industrie du hamburger; (2) des ingrédients qui entrent dans la fabrication d'aliments à forte valeur ajoutée (les boissons, les croustilles, la "nourriture-gadget" composent une part croissante du régime alimentaire populaire, autorisant à parler d'une "Coca-colonisation". La subordination de l'agriculture à l'agro-industrie se traduit par un recul des cultures vivrières. Les importations alimentaires depuis 1960 sont allées en s'accroissant. En 1978, 12 pays d'Amérique latine devaient recourir aux importations pour couvrir entre 13 et 51% (Mexique-Venezuela) de leur consommation. Une soumission à la division du travail qui signifie dépendance.

La CIA reconnaissait à la fin des années soixante-dix l'efficacité de l'arme alimentaire, sa capacité à faire pression sur les gouvernements. Entre 1955 et 1967, l'Amérique latine a reçu plus de 2 Md de \$ en produits agricoles par le programme. "Food for Peace". Ce ne fut pas un stimulant. Entre-temps, on l'incitait à produire des concombres, des fleurs, des ananas pour l'exportation au nom de la "complémentarité" et des "avantages comparatifs".

Dans l'industrie, la pénétration étrangère a été encore plus marquée. D'abord dans le secteur de pointe (automobile, pharmacie, électroménager, électronique, plastiques: au Brésil, ces secteurs sont étrangers à 70-100%), puis dans les secteurs industriels traditionnels (textile, boissons, tabac).

À partir de 1965, les firmes transnationales (FTN) ont favorisé non plus les exportations d'équipements dépréciés, déjà dépassés au centre, mais les exportations de machines neuves porteuses de solides gains de productivité. Elles ont visé le marché intérieur en misant sur la production de biens durables destinés à ce segment de population (30 %) qui bénéficiait dans le même temps d'une concentration des revenus.

Elles ont aussi visé les exportations suivant une stratégie planétaire (auto, électronique). Les exportations des FTN représentent le tiers des exportations en produits manufacturés, dont la plus grande

partie précisément étaient destinées à des filiales (73 % des exportations manufacturières des FTN d'origine US au Brésil en 1972).

### **B) La restructuration de l'économie s'accompagne d'une extension des rapports sociaux capitalistes et des rapports marchands**

Dans les campagnes, la mécanisation a rendu plus aigu le problème de l'emploi et accéléré l'exode rural. La croissance démographique a rendu des millions de paysans tributaires d'un revenu salarié, les plaçant dans l'impossibilité de se reproduire de façon autonome par le travail direct de la terre. La réforme agraire a souvent signifié la perte d'accès à des ressources traditionnellement complémentaires à l'exploitation d'une parcelle, rendant plus précaire la situation des ruraux. Enfin, le développement des cultures commerciales (et du crédit) signifie qu'un nombre accru de ruraux doivent désormais acheter leur subsistance.

La restructuration accouche de migrations campagnes-villes. La force de travail rurale est tombée de 55 % en 1950 à 35% en 1980. De 1950 à 1976, plus de 40 M de ruraux ont émigré vers la ville, représentant vers 1970 60 % du croît démographique rural. Cet exode a amplifié l'explosion urbaine: de 1950 à 1970, les villes millionnaires sont passées de 6 à 17 (regroupant de 15 à 55 M d'habitants, avec des projections de 220 M pour l'an 2000, soit 55 % de la population de l'Amérique latine.

#### **Existe-t-il un problème démographique en Amérique latine?**

L'explosion démographique concerne tout le sous-continent: l'Amérique latine passe de 126 millions en 1940, à 277 millions en 1970, à peut-être 425 millions en 1990. Les raisons de ce bond sont simples: la mortalité a chuté sous l'effet de l'introduction généralisée de mesures prophylactiques, alors que la fécondité s'est momentanément accrue, bien qu'elle soit en recul depuis 1960. Inversion des tendances: l'Amérique latine est même devenue une région d'émigration à partir des années 70, pour des raisons politiques et économiques.

Le problème n'est pas que l'Amérique latine soit surpeuplée. D'immenses régions habitables demeurent sous-peuplées, mais ne possèdent pas le pouvoir d'attraction des métropoles ni le pouvoir de rétention des zones densément peuplées. C'est que le rythme d'accroissement est trop rapide, pesant exagérément sur le rythme de créations d'emplois, sur les investissements éducatifs, sur les besoins en équipements urbains. Le rapport de dépendance est très élevé: les moins de 15 ans représentent plus de 40% ou 50%. Peut-être un jeune sur cinq vivant dans les **pueblos jóvenes** a une chance de décrocher un emploi stable.

L'industrie n'a pas été en mesure d'absorber cet apport. L'emploi n'a pas suivi l'accroissement de la population ni de la production.

Conséquences :

- le "secteur **informel**" s'est étendu (20 % en 1980 contre 13 % en 1950) auquel s'ajoute un chômage endémique.
- les bidonvilles se sont multipliés. Ces villes jeunes représentent le futur de l'Amérique latine, à l'image d'une "planète de bidonvilles" qui guette le monde en l'an 2000. On parle de «villes- pieuvres», de «villes- pièges», de «villes-vampires», de «quartiers-pirates». La criminalité rend les villes dangereuses (davantage pour les pauvres que pour les riches, capables d'assurer leur protection et celle de leurs biens).

#### Le Mexique des pauvres

"Avec tous leurs peu glorieux défauts et leurs faiblesses, ce sont les pauvres qui apparaissent comme les véritables héros du Mexique contemporain, car ils paient le prix de l'essor industriel de la nation. La stabilité politique du Mexique est certainement un triste témoignage de la grande capacité de misère et de souffrance du Mexicain moyen."

"Je remarque que plus nous faisons appel à la science, plus les besoins et les malheurs se font sentir. Besoins chez les pauvres s'entend, pas chez les riches. La preuve, c'est que tout ce qui sort des usines et de la science est cher. C'est pourquoi je me rends compte que nous allons tout droit à la faillite. Le peuple ne compte que pour du beurre... En ville et ici aussi, il y a des tas de gens qui n'ont rien à manger du tout. Donc, plus l'ordre règne, plus on a faim... Aujourd'hui, nous sommes très libres, mais à quoi nous sert cette liberté? Quand on demande justice, on nous la refuse; et qu'est-ce que c'est que la liberté, quand on n'est pas libre de manger à sa faim?" (Témoignages tirés de: *Les enfants de Sánchez* et de *Pedro Martínez* de l'anthropologue nord-américain Oscar Lewis qui recueillit ces récits de vie à Mexico et à Tepotztlán vers 1960)

### C) Le rôle de l'État

La crise rampante ou aiguë oblige l'État depuis 1960 à un interventionnisme en substitution à un dirigisme qui avait d'abord été sa réponse à la crise de 1930, qu'on pensait momentanée.

L'État a aussi un grand rôle dans la restructuration des campagnes, de ce complexe d'interventions appelées «réformes agraires»: redistributions foncières, création de *minifundios* sans avenir, crédits aux riches, assistance technique. Ces réformes contribuent à diffuser les rapports marchands et salariaux, à coopter la paysannerie, à transformer

l'oligarchie foncière.

L'objectif est d'adapter l'agriculture aux nouveaux besoins d'accumulation du capital en faveur de l'industrialisation. On peut douter que les résultats soient à la hauteur des attentes au vu d'un accroissement formidable des importations alimentaires. La monétarisation de l'économie rurale a signifié en l'absence de gains de productivité généralisés une hausse des coûts de production.

N'est-il pas significatif que salaires réels affichent à partir de 1960 une tendance à la baisse?

Il y a aussi le recours accru à l'endettement externe. L'État garantit ces emprunts. La dette publique externe passe ainsi de 4 Md \$ en 1956 à 11 Md en 1966, de 55 Md en 1976 à 350 Md en 1984, puis à 607 Md \$ en 1996. Le niveau d'endettement dépasse aujourd'hui de beaucoup la capacité de remboursement.

L'endettement extérieur livre les États pieds et poings liés aux "programmes de stabilisation" du FMI avec son cortège de maux sociaux (congédiements, abandon des subventions aux denrées essentielles, au transport public...) et de tensions politiques, surtout qu'il se produit sur un arrière-fond d'inflation. On débouche sur la stagflation. Les dévaluations des monnaies nationales se font en cascade. Nombre d'entreprises font faillite. On parle de "sélection naturelle".

#### La plaie de l'hyperinflation

En un quart de siècle, entre 1967 et 1992, les prix ont augmenté au Brésil de **1 825 059 944 842,56 %**. Un article qui coûtait 1 cruzeiro coûte 18 milliards de cruzeiros aujourd'hui. Entre-temps la monnaie a changé de nom plusieurs fois! En 1993, la monnaie brésilienne (cruzeiro real) perdait pour la quatrième fois en sept ans trois zéros. On utilise des chèques, y compris pour payer une course en taxi!

De 1960 à 1992, les prix mondiaux ont été multipliés par 17. En Amérique latine, les prix à la consommation ont été multipliés par 14 millions! Le Brésil a vu la multiplication atteindre 22 milliards; l'Argentine a atteint 1,2 billion. Des chiffres invraisemblables et pourtant effectifs.

### 3. Réformisme ou dictature. De l'écrasement des mouvements populaires (Brésil et cône sud) à leur résurgence (Amérique centrale)

Il se faut se garder de tout réductionnisme économique. Si le processus économique majeur des années soixante et soixante-dix est l'internationalisation de la production et du capital en Amérique

latine, il s'en faut beaucoup qu'il adopte partout les mêmes formes politiques. D'ailleurs ce même processus d'internationalisation emprunte formes diverses suivant: 1) la nature et le niveau des luttes de classes; 2) selon le mode d'insertion dans le marché international (marginal comme en Haïti, limité à des industries de réexportation); 3) selon le type de ressources naturelles disponibles (pétrole par exemple); 4) suivant la situation géopolitique et stratégique.

Ce qu'il importe de retenir, c'est que ce processus dépend de certains arrangements politiques (en priorité la **stabilité** fondée sur le contrôle des masses et la cohésion au sommet), mais ses effets déclenchent des ripostes non prévues (à la base, chez les laissés pour compte de la croissance et au sommet, chez les victimes des restructurations et des purges économiques parmi la bourgeoisie locale, quand des PME font faillite).

En outre, on constate que ce même système économique — le capitalisme — peut coexister avec des régimes politiques les plus divers, depuis la démocratie représentative (Costa Rica, Venezuela, Mexique) jusqu'à la dictature militaire institutionnalisée (Chili, Argentine, Uruguay), ce qui montre bien le rôle primordial de la dynamique interne.

## A) Les forces politiques depuis 1960

### a) La classe dominante:

Le phénomène majeur est le recul au sein du bloc au pouvoir de l'oligarchie terrienne et la montée concomitante de la bourgeoisie industrielle, parallèlement au progrès de l'industrialisation. L'oligarchie terrienne a parfois été expropriée de sa base matérielle (comme au Pérou, à travers la réforme agraire décrétée en 1969); ailleurs elle s'est métamorphosée en bourgeoisie en fusionnant son capital (majoritairement) agraire avec le capital financier, marchand et industriel à travers une fusion des élites qui conserve au bloc au pouvoir une saveur oligarchique (agrarienne, autoritaire) malgré une configuration nettement bourgeoise.

#### Les dinosaures de l'Amérique centrale vers 1980

Selon le sociologue E. Baloyra, les sociétés centro-américaines sont dirigées par des coalitions réactionnaires "enclines à préserver leurs privilèges et leur monopole des charges publiques et de la fonction d'entrepreneur [...]. Les acteurs dominants des coalitions réactionnaires centro-américaines ne croient pas au suffrage, ne veulent rien savoir de payer des impôts et ne croient pas qu'il leur faut agir à travers des institutions responsables. Le postulat idéologique fondamental est que le gouver-

nement existe pour les protéger des autres groupes sociaux afin qu'ils puissent continuer à accumuler une fortune sans les entraves qu'imposent les syndicats, la concurrence, les réglementations gouvernementales." (Enrique A. Baloyra, "Reactionary Despotism in Central America," *Journal of Latin American Studies*, 13, nov. 1983, pp. 309-310)

L'oligarchie terrienne — qui recourt encore à une exploitation non-capitaliste de la force de travail — a conservé un moment sa force dans les formations sociales les plus attardées (où les rapports sociaux précapitalistes survivent) comme au Guatemala, au Salvador (ce qui explique la profondeur de la crise des années 80, car la nécessité de transformations était évidente et l'oligarchie résistait le dos au mur). Par contre, la bourgeoisie s'est élevée au pouvoir en pratiquant un habile jeu d'alliances et de concessions. Un moment elle fut nationaliste (anti-Grande-Bretagne ou anti-US), voire réformiste (préconisant des réformes sociales, telles que le Code du travail, le salaire minimum, la syndicalisation, les avantages sociaux) et populiste (elle admet le «peuple» dans son discours, la mobilisation populaire, une politique redistributive). Dans les années 60, le ton a baissé avant de glisser dans une attitude réactionnaire. La crise économique (depuis 1955) a fait passer à l'avant-plan la fonction d'accumulation et a rejeté dans l'ombre la fonction de légitimation. L'internationalisation du capital (dont témoigne l'expansion des FTN) a porté en tête, dans bien des pays, la fraction de la bourgeoisie la plus liée aux intérêts impérialiste et mis au pas, sinon acculé à la faillite, la fraction nationaliste de la bourgeoisie, la plus portée au compromis.

Cette transformation au sommet s'est accompagnée de l'instauration de régimes militaires, comme si l'émergence de la fraction la plus moderne de bourgeoisie ne pouvait se faire dans le cadre de régimes civils représentatifs. C'est que la crise économique stimule le mouvement populaire (mieux conscient, produit d'une histoire cumulative) qu'on ne peut contrôler par des moyens légaux).

Les partis politiques traditionnels (l'opposition Conservateurs/Libéraux [sous diverses étiquettes comme au Paraguay *Blancos/Colorados*] exprimant une division de la classe dominante en clientèles à composante personnaliste ou régionaliste) se voient concurrencer par l'apparition de classes moyennes (et de leurs partis) et l'affirmation contradictoire des partis des classes populaires.

## b) Les classes moyennes

Le fait majeur de cette période est le développement des classes moyennes, lié à l'expansion des activités du tertiaire. Loin d'être facteur de stabilité politique (comme aux États-Unis ou en Europe), la consolidation de ces "secteurs moyens" entraîne des remous en raison d'une participation marginale au pouvoir.

Ces classes moyennes ont une grande influence à travers des institutions où elles sont surreprésentées: dans les forces armées, chez les étudiants, dans l'Église. Apparaissent des partis politiques identifiés à leurs intérêts: des partis démocrates-chrétiens (Chili, Venezuela, Guatemala, Salvador, Pérou, Équateur), des partis sociaux-démocrates (affiliés à l'Internationale socialiste, donc capables de répercuter leurs problèmes à l'échelle occidentale, tels le MNR bolivien ou l'UCR argentin).

### Deux traditions hybrides

L'Amérique latine a été aussi le terreau sur lequel ont germé deux programmes politiques prétendant faire la synthèse de traditions distinctes. La social-démocratie emprunte au libéralisme et au socialisme. La démocratie chrétienne combine plutôt le corporatisme et le libéralisme.

L'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), fondée en 1924, en constitue la première expression. Haya de la Torre, son fondateur, un exilé péruvien, est éclectique. Il réinterprète le marxisme en fonction des particularités américaines. Il envisage un appareil d'État ample, dirigiste, propriétaire de larges pans de l'économie, fondé de restreindre les droits individuels afin de juguler l'impérialisme à qui il assigne une action positive, accoucheur d'un prolétariat qui rendra le socialisme possible. L'APRA sera exclu du pouvoir au Pérou par tous les moyens jusqu'en 1986. Sa gestion sera alors catastrophique. Le Vénézuélien R. Betancourt aura plus de chance. Son parti, l'Action démocratique, fondé en 1941, entend intégrer sous une direction bourgeoise et petite-bourgeoise les paysans et les ouvriers organisés. Le pouvoir public doit respecter les libertés civiques et encourager la participation. Il instaura en 1958 une "démocratie pactiste" reposant sur une entente entre les partis (sauf ceux de gauche) et les secteurs liés à la bourgeoisie, aux militaires et à l'Église. La manne pétrolière permettra à l'État vénézuélien d'asseoir une politique de sécurité sociale génératrice d'un large consensus social sans affecter les privilèges des puissants. Betancourt ne disait-il pas sans ambages: «Il faut aider les pauvres pour sauver les riches». Le Parti libérationniste et J. Figueres réussiront de même à instaurer une démocratie représentative durable au Costa Rica à partir de 1948, dans un pays demeuré pourtant essentiellement agricole.

L'enseignement de l'Église, notamment les encycliques pontificales, est la principale source de la démocratie chrétienne. Celle-ci préconise l'équilibre des forces

sociales contre les excès de l'individualisme et du collectivisme. Elle prétend harmoniser la justice avec la liberté. La famille est la cellule de base. L'État est au service de ses membres conçus moins comme des individus que comme des participants à un réseau d'associations de plus en plus complexes fondées sur la famille. On parle dans ce cas du **communautarisme**. Il doit favoriser la consolidation de groupes de pression qui feront contrepoids à sa puissance. Si ces racines sont conservatrices, ses fruits peuvent être radicaux, si le contexte est propice. L'extrême-droite compare la démocratie chrétienne à la pastèque: vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur! Les principaux penseurs de la démocratie chrétienne seront E. Frei (Chili) et R. Caldera (Venezuela). Il prendra le pouvoir au Chili, au Salvador, au Guatemala, au Venezuela.

## c) Les classes populaires:

Dans les campagnes, l'indéniable processus de prolétarianisation s'est accéléré alimenté par la croissance démographique et par le redéploiement du capital agraire vers des formes plus intensives qui ont signifié l'expulsion de tenanciers et la réduction de main-d'œuvre permanente.

### L'injustice agraire

Au Brésil, en 1997, 35 083 grandes propriétés foncières occupaient 153 millions d'hectares, une superficie équivalente à la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche, laquelle correspondait à la moitié des superficies agricoles du Brésil, un pays qui compte 4 millions de paysans sans terre.

La **salarialisation** a procédé encore plus vite, si bien que l'économie marchande recouvre désormais à peu près toute la paysannerie, la rendant plus vulnérable.

### Deux opinions sur les travailleurs ruraux

"C'est un travail éreintant, et vous ne pourriez pas le faire faire par une seule personne en Californie, surtout pas pour 2,80\$ par jour [...]. Si vous pouvez payer un travailleur trente-cinq cents l'heure, pourquoi achèteriez-vous un tracteur?" (un dirigeant de Del Monte, Guatemala)

"Le plus grand avantage qu'a le Salvador réside dans le caractère de ses travailleurs, qui sont industriels, s'adaptent volontiers aux nouvelles méthodes et demandent des salaires inférieurs à ceux en vigueur dans le monde développé. On dit que si vous dites à des Salvadoriens de planter des cailloux et d'en récolter encore plus, ils le feront..." (Rapport de la Rand Corporation au Secrétariat du Commerce US, 1981)

La syndicalisation a également progressé. Des partis paysans sont apparus (au Pérou, en Bolivie, etc.) Des révoltes (des jacqueries) ont cédé le pas à des mouvements plus conscientisés, plus unitaires (au Salvador, en Équateur), bien que la paysannerie

demeure divisée en syndicats rivaux, reflet des divisions internes de classe (entre paysans pauvres et journaliers saisonniers ou permanents et paysans riches).

## B) Révolution et militarisme (1960-1980)

S'il fallait réduire la période 1960-1980 à une formule qui la résume sur plan politique, on opérerait pour l'opposition réformisme-dictature. Ces deux voies sont présentes dans presque tous les pays comme possibilités concrètes quitte à ce que l'une d'elles triomphe.

L'année même où triomphe le coup d'État au Brésil (1964), la voie réformiste a sa chance au Chili, pour un temps seulement, car la dictature viendra en 1973 mettre fin à la radicalisation entreprise sous l'administration Frei et son slogan la "Révolution dans la liberté" (en opposition à la Révolution cubaine présentée comme la négation de la liberté). L'élection de l'Unité populaire inaugurerait la seconde phase: la "Révolution par le vote" (1970-1973).

De fait les deux voies sont contenues dans l'Alliance pour le progrès (ALPRO) lancée par les États-Unis en 1961 en réponse au défi cubain. Les réformes sont un volet de la sécurité. Il y a d'un côté les réformes socio-économiques dans le cadre démocratique (ou parlementaire); il y a de l'autre la formation de militaires et de policiers pour la lutte antisubversive

Ces deux voies se veulent une réponse à une situation révolutionnaire réelle (Cuba) ou appréhendée (en raison de l'existence dans plusieurs pays de la guérilla ou de partis de gauche ou d'un syndicalisme militant) qui effraie tous les puissants.

Or existait-il une situation révolutionnaire en Amérique latine dans les années 1960-1979?

- la Révolution cubaine eut un fort effet de démonstration chez les intellectuels, les étudiants, les syndicats, les masses.
- le triomphe de l'Unité populaire fit du Chili un point de mire: y avait-il une électorale vers le socialisme? Cela inquiétait les élites hors d'Amérique latine, aux États-Unis et en Europe, à l'heure de l'alliance des gauches en France, en Italie.
- une situation insurrectionnelle se développait en Amérique centrale et éclatait avec la prise du pouvoir par les Sandinistes au Nicaragua en 1979.

Sur les causes de la crise des années quatre-vingts en

Amérique centrale:

"Nous croyons que les traditions régionales d'exploitation économique et politique et le renforcement par l'extérieur de ces modes de répression de la majorité par la minorité ont jeté les bases de l'agitation. La croissance économique rapide mais déséquilibrée, les effets de décisions en matière de politique gouvernementale prises par les élites centre-américaines, appuyées financièrement et militairement par les États-Unis, ont créé les conditions pour qu'éclatent l'agitation et la révolte populaires à la fin des années 1970." (John A. Booth and Thomas W. Walker, *Understanding Central America* (Boulder: Westview Press, 1989), p. 2)

Certes des foyers de guérilla se sont formés dans presque tous les pays dans les années 60, mais leur conception de la lutte limitait leur audience et facilitait leur neutralisation.

Les universités étaient un lieu de mécontentement et de défi au pouvoir. Nulle part pouvait-on prétendre que la contestation étudiante soit l'étincelle d'un vaste mouvement social. Le seul pays qui frôla cette perspective fut le Mexique en 1968. Le mouvement étudiant fut écrasé avant l'ouverture des Jeux olympiques.

### Mouvement étudiant et répression vers 1968

En juillet 1966, à la suite du coup d'État d'Onganía, les policiers fédéraux investissent l'Université de Buenos Aires, assaillent les étudiants, puis en emprisonnent des milliers sous prétexte que les universités étaient devenues des "hordes du communisme". Environ 1 800 professeurs, parmi les mieux connus, s'exilèrent aux États-Unis, en Europe, au Chili et au Venezuela. Il s'ensuivit une réorientation des études au détriment des sciences et de la technologie, mais aussi une radicalisation des étudiants, car la répression, pour brutale qu'elle fût, ne se montra pas systématique, si bien que les étudiants purent s'organiser et servirent de détonateur au *cordobazo* en 1968. Si 1973 fut une année d'intense politisation (sous Cámpara), elle marqua aussi le début d'une répression sévère et systématique: invasion des universités, substitution des recteurs, congédiement de 4 000 enseignants, des milliers d'emprisonnements ("la paix des cimetières"). En octobre 1977, plus de 60 000 professionnels (dont 30 000 universitaires et chercheurs) avaient quitté le pays. Le salaire mensuel d'un professeur plein temps tomba à 68 \$US (soit 5 fois moins qu'au Mexique, au Pérou, au Venezuela).

Au Brésil, le mouvement étudiant occupa l'avant-scène en 1967-1968 avec des manifestations (dont la marche sur Rio: 100 000 personnes) et des émeutes. Les revendications étaient surtout corporatistes, mais puisaient aussi aux doctrines marxistes-léninistes-trotkistes-maoïstes, ce qui leur conférait une coloration radicale. La contestation étudiante s'articulait à une protestation générale (grève, presse, congrès) qui incluait même des éléments d'une bourgeoisie frappée par des faillites. Elle

justifia un durcissement du régime militaire (l'Acte constitutionnel #5; la loi 477 frappa les activités politiques en milieu universitaire, supprimant l'Union nationale des étudiants qui avait été très influente sous Quâdros et Goulart).

Les dictatures militaires apparaissent donc comme un «remède de cheval» pour des crises qui auraient pu se résorber d'une façon progressiste, propre à assurer des régimes politiques stables fondés sur le consensus.

Le phénomène politique majeur pendant deux décennies (1964-1984) sera le militarisme.

Entre 1971 et 1976 se produit une série de coups d'État qui mettent en place des régimes **terroristes**. Il ne s'agit plus de corriger les résultats d'élection ou de renverser un gouvernement inacceptable, mais d'extirper définitivement le virus «communiste». L'État militaire, au nom de l'idéologie de la sécurité nationale, entend transformer la société. On entreprend une guerre contre l'ennemi intérieur. La terreur devient mécanisme de gouvernement: arrestations, disparitions, assassinats frappent des milliers de personnes. Les adversaires vrais ou supposés sont «neutralisés», c'est-à-dire éliminés de diverses façons. La peur pousse le reste de la population au conformisme.

#### a) le militarisme réactionnaire :

Contrairement à la théorie de la modernisation, le militarisme prend des formes plus dures dans ces pays les plus avancés (au Brésil en 1964, en Argentine en 1966, mais surtout en 1976, en Uruguay en 1973 et au Chili en 1973). On ne peut invoquer ici le retard: ce sont des sociétés d'immigration, les plus européennes d'Amérique, qui ont connu dans le passé des systèmes représentatifs (Chili, Uruguay) ou des expériences populistes (Brésil, Argentine), où l'État est fort, disposant d'un large secteur public. On est loin des pays attardés.

Les classes dominantes ont joué un rôle essentiel dans ces coups d'État, soit qu'elles s'opposaient au gouvernement en place (Chili), soit qu'elles redoutaient un dérapage (le populisme d'un Goulart au Brésil), soit que le parlementarisme apparaissait incapable de dompter l'opposition (armée surtout) (comme en Uruguay ou en Argentine, agitées par des guérillas urbaines). Les classes moyennes jouent un rôle d'appoint (classe-appui), mues par la crise économique et le spectre du communisme (Brésil, Chili).

Le contexte général était le suivant:

- la dégradation des salaires réels camouflée plus

ou moins par l'inflation galopante;

- la stagnation économique (liée à l'atonie du secteur externe);
- la remise en cause du système par la guérilla;
- l'agitation sociale par les ouvriers (grèves et revendications salariales) et les étudiants (grèves et manifestations de rues).

Au Brésil, le coup d'État de 1964 ouvre la voie à une "technocratie" militaro-bourgeoise qui favorise indéniablement les firmes transnationales, réduisant la bourgeoisie locale au statut de bourgeoisie consulaire, captive de l'autoritarisme technocratique. Le dégraissage de l'appareil productif est acquis par des faillites (restriction du crédit); des secteurs entiers de l'économie passent sous contrôle étranger, alors que l'État multiplie la création de firmes publiques (en 1974, 45% des 100 premières firmes brésiliennes étaient étatiques).

Quel fut le coût social? L'écrasement des salaires réels oblige à une participation accrue des femmes et des enfants au revenu familial. Le syndicalisme officiel est soumis à un contrôle serré (l'impôt syndical est prélevé par le ministère du Travail). Les syndicats parallèles sont étouffés. Les partis politiques sont interdits à l'exception du parti officiel, l'ARENA, et d'un parti d'opposition, le MDB. La terreur policière s'abat.

En Uruguay, le militarisme prendra des formes extrêmes, condamnant à la prison un Uruguayen sur 6 et à l'exil un Uruguayen sur 5, transformant le pays en désert culturel. Au Chili, la militarisation de l'État atteint les universités, comme d'ailleurs en Argentine, à partir de 1976.

#### b) Un militarisme réformiste

Simultanément apparaît un militarisme réformiste. Les militaires péruviens renversent en 1968 un gouvernement civil accusé de corruption. La junte nationalise la société IPC, décrète une réforme agraire (expropriant en sept ans 7 Mha), instaure un système d'autogestion dans certaines industries, exproprie des quotidiens. On y lit une tentative de fonder un corporatisme à direction militaire. Les militaires créent même une organisation (SINAMOS) pour mobiliser les masses par le haut. Ils ne rencontrent pas l'enthousiasme populaire recherché. En 1975, un nouveau coup d'État met fin à l'expérience d'une "troisième voie".

Les militaires se font également les auteurs de réformes économiques au Honduras (1972-1975), à

Panama (1968-1989), en Équateur (1972-1979) ou en Bolivie (1970-1971). Ces expériences sont cependant marquées par une vision autoritaire, de haut en bas. On ne concède aucune autonomie à la base. Tout ce qui s'écarte d'un contrôle vertical est réprimé.

Il convient de noter que ces expériences de militarisme "réformiste" s'inscrivent généralement sur l'horizon 1968-1976, si tant est qu'elles dépassent 1973. Le renversement d'Allende marque en effet un moment de reflux. Elles coïncident avec l'engagement des États-Unis au Sud-est asiatique et avec leur politique de faible visibilité (*low profile*) en Amérique latine.

### C) La remontée du mouvement populaire:

Il n'empêche que c'est au cœur même des répressions que surgissent des signes de renouveau du mouvement populaire un moment défait. La défaite peut être une pause trompeuse, souvent inévitable sur la route de victoire. Il est connu que l'histoire progresse en spirale (exemples d'avancées: 1891, 1932, 1970 pour le Chili; 1868, 1898, 1933, 1959 pour Cuba). Les reculs ne sont que momentanés, permettant une accumulation des forces pour de nouvelles conquêtes.

#### Les facteurs:

- La fin du populisme libère la classe ouvrière de ses attaches gouvernementales. N'étant plus à la remorque du parti-État, le syndicalisme cesse d'être un instrument d'intégration politique. Le gouvernement ne se gêne pas pour violer les droits syndicaux.
- La crise économique frappe tous les salariés qui souffrent d'une surcharge du marché de l'emploi.

#### La situation des travailleurs au Mexique

Les salaires réels ont chuté de 72 % en 15 ans. D'après la Banque du Mexique, le salaire réel (en pesos de 1994) était de 40p en janvier 1982 contre 11p en avril 1997. Le chômage s'est accru: de 0,8M à 2M entre 93 et 96 (des gens qui n'ont pas travaillé une heure/semaine). Le secteur informel regrouperait selon l'Organisation internationale du travail 60 % des emplois. 31 % (11M) de ceux qui ont un emploi (35M) gagnent moins que le salaire minimum (fixé à 26,45 pesos par jour, soit 4,80 \$CA) et ne disposent pas de revenus pour couvrir le «panier alimentaire» de base (fixé à deux fois le salaire minimum).

- Dans les campagnes, une majorité de ruraux se rapproche d'une condition prolétarienne. Les sans-terres l'emportent. La croissance démographique a

plus d'effets négatifs que la réforme agraire ou la contre-réforme (au Chili). Des partis paysans se forment au Pérou.

- L'échec de la guérilla dans sa version foquiste a convaincu que la révolution ne progressait pas sans reposer sur un large mouvement de masses. L'accent se porte sur l'organisation (y compris dans l'illégalité).
- L'Église a un rôle essentiel dans le renouveau pas tant comme institution qu'à travers les "communautés ecclésiastiques de base" (peut-être 110 000 CEB en Amérique latine) qui expriment un nouveau rapport à la foi, proposent une lecture politique de la Bible. Dans certains pays, au Chili et au Brésil, l'Église (y compris l'épiscopat) a constitué l'opposition.

#### Combien catholique est l'Amérique latine?

La religiosité populaire est indéniable. Les éléments dominants en sont le culte des saints et des images, l'importance des pèlerinages; la pratique religieuse est plus saisonnière que régulière, plus spectaculaire et festive que contemplative: la musique, les danses, l'alcool, les cierges, les pétards en constituent des ingrédients. L'autel domestique décoré prolonge ou remplace les visites à l'église. Il y a de grandes différences à la fois dans les pratiques et dans l'intensité suivant l'ethnie, l'habitat, le sexe, la classe. Les Indiens sont les plus imprégnés par la religion dans ses rites privés comme publics. Mais la pratique sacramentaire y est faible. Le christianisme y a été réinterprété dans le contexte des croyances anciennes. L'offrande et le culte des images occupent une place centrale. Les religions afro-américaines sont les plus éloignées du catholicisme tout en intégrant des éléments. L'*umbanda* est fondamentalement une religion africaine créée au Brésil comme l'est la *santería* à Cuba. La pratique religieuse en milieu urbain passe davantage par la fréquentation dominicale et le recours aux sacrements. Encore qu'elle est très différenciée sexuellement et largement féminine. C'est dans l'élite que l'on trouve le plus haut taux d'indifférence. L'antireligion est quand même rare.

#### L'Église, force contestataire à l'heure des rivalités

L'Église est vue dans les années 60 comme le bastion de la lutte contre le communisme. Pourtant seulement 20% des Catholiques fréquentaient l'office dominical, contre 80% en Pologne et en Irlande. Il y avait un prêtre pour 5 700 fidèles.

La conférence épiscopale de Medellín (1968) marqua une rupture: l'Église adopta l'"option préférentielle pour les pauvres" et encouragea la formation des CEB (communautés ecclésiastiques de base), un creuset pour la *concientización*. Les CEB utilisaient la Bible comme un manuel pour l'action (Jésus chassant les vendeurs du temple; Moïse conduisant son peuple hors du désert); elles furent une école de démocratisation, plusieurs laïcs devenant des leaders politiques. Les CEB furent très influentes au Brésil, alimentant les mouvements sociaux.

Leur nombre y atteignit peut-être 100 000, regroupant 2-3 M de membres. L'Église demeura conservatrice en Colombie et en Argentine.

Mejía Godoy chante "Le Dieu des pauvres" dans sa *Misa campesina*: "Tu es le Dieu des pauvres,/ un Dieu humain et simple./ Le Dieu qui sue dans la rue,/ le Dieu au visage ridé./ C'est pourquoi je te parle,/ juste comme mon peuple te parle,/ parce que tu es le Dieu ouvrier,/ le Christ travailleur."

L'archevêque salvadorien Oscar Arnulfo Romero, un conservateur, s'est radicalisé au contact des pauvres. Il devait déclarer à propos de l'économie: "La cause de nos maux est l'oligarchie - cette poignée de familles qui n'ont que faire de la faim du peuple mais qui ont besoin de cette faim afin d'avoir une main-d'œuvre bon marché, abondante pour cueillir et exporter leurs récoltes." Sur la violence: "Une religion profonde mène à l'engagement politique, et dans un pays tel que le nôtre où l'injustice règne, le conflit est inévitable... Les Chrétiens n'ont pas peur du combat; ils savent se battre mais ils préfèrent parler le langage de la paix. Néanmoins, quand une dictature viole les droits de la personne et attaque le bien commun de la nation, quand elle devient insupportable et ferme toutes les voies du dialogue, de l'entente, de la rationalité, quand cela arrive, l'Église parle du droit légitime à la violence insurrectionnelle." (1980). Mgr Romero devait mourir assassiné pendant qu'il célébrait la messe. Les auteurs du meurtre, des militaires, ne furent jamais inquiétés.

L'Église est devenue par ses prises de position en faveur de la justice sociale menaçante pour les intérêts des puissants. Comme le disait dom Helder Camara, évêque de Recife: "Quand je soulage la faim des pauvres, on dit que je suis un saint; quand j'analyse les causes de la faim, on m'accuse d'être communiste". Les persécutions frappent désormais l'Église. Elles ne viennent plus des Libéraux, mais des anciens alliés, des groupes qui avaient bénéficié de sa caution. Entre 1968 et 1978, plus de 850 ecclésiastiques sont victimes de répression. Une centaine d'entre eux (dont 4 évêques) ont été assassinés en un quart de siècle. Toute l'Église n'a pas basculé dans l'appui au changement, mais le secteur progressiste représente peut-être 40 %.

L'Église catholique affronte en même temps la concurrence protestante. Les Évangéliques dominent désormais parmi les non-Catholiques. En 1936, les Pentecôtistes représentaient 1 % des protestants centre-américains; en 1990, ils représentent près de 90%. Les Évangéliques sont des Chrétiens "born-again" mus par la volonté de conversion. Si l'on excepte les Assemblées de Dieu, il y a presque autant de "sectes" qu'il y a de pasteurs, ce qui leur confère un enracinement local. Leur message: individualisme, travail acharné, sobriété. Le salut réside dans la relation de l'individu avec Dieu. Les fidèles sont invités à détester les Catholiques. L'entraide mutuelle est un attrait. Des avantages matériels venant des liens avec les États-Unis. Leur expansion ne s'explique pas seulement par le financement. Elle répond à des besoins spirituels et sociaux. Il y a peut-être 40M de Protestants en Amérique latine en 1990.

Le peuple est donc sollicité par trois messages:

- celui du catholicisme traditionnel, axé sur la foi et l'espérance, ainsi que sur le respect des hiérarchies, à commencer par les hiérarchies ecclésiastiques;
- sa version progressiste, très politique, dénonçant l'injustice, proposant une vision plus horizontale des rapports entre les fidèles, laissant une plus grande initiative aux fidèles;
- celui en apparence apolitique des Évangéliques, de fait éminemment conservateur, contraire à l'expression des cultures (contre le culte des images assimilé au paganisme, contre les fêtes parce qu'elles donnent lieu à des dépenses inutiles et à des écarts de conduite, tels l'ivresse, les dérèglements sexuels), mais associé à la prospérité, au progrès.

Hors du mouvement populaire se créent des conditions d'alliances larges:

- Des fractions de la bourgeoisie dénoncent la faillite de la gestion militaire, la corruption, les ravages du néolibéralisme
- Les partis traditionnels revendiquent un espace légal sans lequel ils ne peuvent vivre et croître.
- Les classes moyennes, un moment privilégiées par la politique de concentration des revenus, se voient menacées par la crise dans leurs aspirations et s'en prennent à la gestion militaire, regrettant les libertés d'hier.

On réclame le retour à la constitutionnalité, à la démocratie parlementaire, aux élections libres.

Le mouvement prend le départ vers 1978 favorisé en partie par le contexte inter-américain sous l'administration Carter qui entonne le discours sur les droits de la personne afin dans un effort pour reprendre l'initiative dans la lutte idéologique qui l'oppose à l'Union soviétique.

- En Équateur, au Pérou, en Bolivie, les militaires engagent un retour à la "caserne"
- En République dominicaine, Balaguer est forcé de renoncer au pouvoir en 1978.
- Au Brésil, on engage l'"abertura", de la «*dictadura*», on passe à la «*dictablanda*», à la décompression, la foule répondra en réclamant des élections présidentielles directes («*Direitas ja*»)
- En Argentine, les élections de 1983, conséquence de la défaite des militaires aux Malouines, portent au pouvoir les Radicaux.
- L'Amérique centrale vit à l'heure de guerres civiles.
- Au Chili, la dictature de Pinochet est contestée ouvertement à l'occasion de «*Journées de protestation*».
- Malgré les risques élevés de répression, le peu-

ple descend dans la rue pour protester, pour réclamer. En Argentine, en mars 1982, pendant la guerre des Malouines, elle crie "la dictature militaire achève"). Des grèves nationales (non plus ouvrières) secouent le Chili, le Pérou, la Colombie.

Ce renouveau ne passe pas nécessairement par les partis politiques. Les partis politiques sont faibles en Amérique latine. L'action est dirigée par des "mouvements", des coalitions d'organisations de masse. C'est au sein de ces coalitions que se vit un pluralisme absent des partis. On y observe une plus grande dispersion idéologique. La revendication ne se limite pas à la "démocratie gouvernée" (Burdeau) dans laquelle la participation populaire est périodique, rituelle (limitée au vote: la «five-second democracy» que raillait Maurice Bishop). On observe l'ébauche d'une "démocratie gouvernante" surtout dans les quartiers, mais aussi sur les lieux de travail. Les mouvements s'emploient à conquérir un espace légal afin de s'organiser. Ils entendent agir pour changer leur quotidien.

Certains comprennent qu'il faut lutter à deux niveaux: **au quotidien**, pour la démocratisation des systèmes d'autorité (dans la famille, sur les lieux de travail, dans le quartier, la paroisse, à travers les associations, les syndicats, les organisations civiles), et en même temps, pour l'établissement d'un gouvernement représentatif, d'une **démocratie gouvernante** qui cherche à maximiser la participation dans la formulation de politiques et dans la prise de décision.

#### Faut-il dépasser la démocratie représentative?

La démocratie bourgeoise n'a pas pu s'établir en Amérique latine, faute de conditions favorables, lesquelles supposent:

- un capitalisme en expansion, soutien à l'«État-Providence»;
- de grands partis de masse, capables de désamorcer les pressions et d'articuler les demandes pour les rendre négociables; des appareils étatiques qui agissent comme médiation entre la participation et le pouvoir pour que la participation devienne un mécanisme de contrôle social;
- une culture démocratique dans la société civile.

En Amérique latine, au contraire:

- le capitalisme désintègre plus qu'il n'intègre; il exclut; il est souvent en crise, parce que son moteur est extérieur;
- les partis politiques sont limités dans les actions qu'ils peuvent entreprendre;
- les appareils étatiques sont plus forts à réprimer qu'à concilier;
- les démocrates font défaut: les privilégiés ne

veulent pas d'une démocratie véritable (la démocratie restreinte leur suffit) et le peuple n'y croit pas, à cause de l'héritage du libéralisme oligarchique et à cause des interruptions fréquentes. Que de fois des coups d'État ont annulé des verdicts électoraux inacceptables pour les dominants!

### 3. Des années 80 aux années 90: des démocraties néolibérales

Les années 80 encadrent une crise de la stratégie de développement aut centré, servi par l'industrialisation par substitution des importations et par le rôle clé de l'État. L'endettement débouche sur un ajustement lourd de sacrifices sociaux, d'affaiblissement du secteur public, de différenciation entre les secteurs agro-exportateurs et industriels insérés et les secteurs marginaux.

Dans les années 80, la plupart des pays cumulent dépression et hyperinflation. L'endettement public devient gigantesque, stimulé par la surliquidité du marché financier mondial, les déficits budgétaires, les grands projets, puis la flambée des taux d'intérêt et le financement de la fuite des capitaux. La dette extérieure passe de 28 milliards de dollars en 1970 à 161 milliards en 1978, puis à 427 milliards en 1988. La valeur des monnaies fond. En Argentine, l'inflation atteint 335 millions % dans la décennie 80, malgré douze plans de stabilisation monétaire.

Les années 80 voient aussi l'avènement de nouvelles «Tables de la loi» qui prêchent les vertus de la mondialisation de l'économie de marché, de l'individualisme et de la compétitivité. L'État propriétaire, régulateur, entrepreneur est dénoncé comme inefficace et obstacle au progrès.

La décennie 80 ne fut pas qu'une décennie "perdue", elle fut une décennie tragique. La proportion des pauvres s'est accrue de 33 à 39 % entre 1980 et 1985 et l'intensité de la pauvreté — la différence entre la ligne de pauvreté et le revenu moyen des pauvres — a augmenté de 34 à 44 %. La fuite des capitaux, la spéculation et la mentalité de rentiers (*rentismo*) se sont substituées aux politiques d'investissement privé.

La décennie 90 s'accompagne d'une mutation des structures, de la redéfinition de la place de l'Amérique latine en fonction de dynamismes externes et au prix d'ajustements internes, au sein d'une nouvelle complémentarité toute mondiale du capitalisme. «Privatisations» et «marchés» sont les maîtres mots. La fin de la guerre froide va de pair avec le discrédit de l'option socialiste. Washington propose l'amorce d'un marché commun "Initiative pour les

Amériques" (1990). Le Mexique est à l'avant-garde, paraît montrer la voie. C'est la décennie des aménagements politiques: plusieurs pays optent pour un second tour aux élections présidentielles afin de donner plus de légitimité au président élu par une majorité. Les États créent des écoles d'administration afin de se doter d'une fonction publique "à la française".

L'ancienneté du système représentatif (1998)

Pays	Années	Pays	Années
<b>Plus de 30 ans</b>			
Mexique	69	Venezuela*	40
Costa Rica*	49	Rép. Dominicaine	30
Colombie	40		
<b>Plus de 10 ans</b>			
Équateur*	19	Brésil*	14
Pérou*	18	El Salvador	14
Bolivie*	16	Nicaragua*	14
Honduras*	16	Uruguay*	14
Argentine	15	Guatemala*	13
<b>Moins de 10 ans</b>			
Panama*	9	Paraguay	9
Chili	9	Haïti	3

\* indique qu'il y a eu un changement de parti au pouvoir au cours des deux dernières élections

### L'inégalité en Amérique latine

Selon Jorge Castañeda, dans un article publié dans *Atlantic Monthly* (juillet 1995), le Mexique serait, après le Brésil, le champion de l'inégalité socio-économique. Près de 60 % des ménages auraient un revenu inférieur à 5 000 \$US. En 1992, 10 % de la population accaparait 38 % de la richesse nationale, alors que 50 % se partageait 18 %. Au Brésil, les mêmes groupes accaparaient 53 % et 18 %. Selon *Forbes*, c'est au Mexique qu'on trouve le plus grand nombre de très grandes fortunes après les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. En appliquant les thèses des organisations financières ("consensus de Washington"), les autorités mexicaines ont fait du Mexique un paradis pour les spéculateurs étrangers et nationaux. Toujours selon *Forbes*, en 1994, 24 des 358 milliardaires recensés étaient mexicains.

La fiscalité ne vient pas corriger l'inégalité des revenus et des fortunes. D'après *Veja*, se basant sur une étude des autorités fiscales, les 460 premiers millionnaires brésiliens n'auraient payé en impôt en 1992 que 32,5 M sur des actifs évalués à 26,7B (soit à peine 1\$ par tranche de 1 000\$). Les PDG d'Amérique latine sont parmi les mieux payés au monde, surtout après impôts, bien mieux que leurs homologues canadiens, allemands, voire états-unis. Le PDG moyen gagnerait (en milliers de \$US) 324 en Argentine, 250 au Brésil, 239 au Venezuela, 177 au Mexique contre 136 au Canada, 196 en Allemagne, et 250 aux États-Unis. Les retenues fiscales représentent en Amérique latine entre le quart et le tiers

des gros revenus (lorsqu'elles s'appliquent!) contre la moitié dans les pays avancés.

### 4. Femmes, société et politique

Pour beaucoup de femmes d'ici et d'ailleurs, l'Amérique latine, c'est avant tout du point de vue féminin, le continent de prédilection du *machismo*, du culte à la virginité, de la femme au foyer, de la fécondité exubérante, de la domination paternelle et maritale, du contrôle clérical. Pour celles qui y ont séjourné, ce sont plus concrètement ces vendeuses ambulantes, ces femmes chargées d'enfants, ces mendiantes, ces prostituées, ces victimes d'agressions sexuelles, mais aussi ces domestiques, ces paysannes aux champs, ces artisanes, ces ouvrières, ces dames des beaux quartiers. Qu'en est-il de la "libération de la femme" dans ces conditions d'oppression, de misère et d'inégalités criantes? Celles-ci ont-elles eu tendance à s'accroître, à reculer ou à se transformer au cours du XXe siècle et quelles ont été les forces les plus déterminantes de ces changements? Les analyses et les pratiques mises en œuvre en Amérique du Nord et en Europe sont-elles transposables à l'Amérique latine?

Ici encore il convient d'aborder le sujet en étudiant successivement son insertion au niveau économique, politique et idéologique, tout en retenant que la spécificité de la question féminine tient sans doute de ce que les femmes ont un rôle propre dans la reproduction **biologique** (à la base de la reproduction sociale), dans la reproduction **matérielle** (notamment le travail domestique non rémunéré), dans la reproduction **idéologique** (à travers la transmission des rôles et des valeurs au sein de la famille).

A) On confond généralement la participation des femmes à la vie économique avec leur représentation au sein de la population économiquement active. C'est la réduire au seul travail visible, susceptible de se charger d'une valeur d'échange. Les recensements pèchent donc par défaut, mais ils n'en fournissent pas moins d'utiles indices des transformations dont les femmes sont l'objet. Au Mexique, par exemple, la proportion de femmes dans la PEA (population économiquement active) est passée de 4,6% en 1930, à 7,4 en 1940, à 13,6 en 1950, à 18 en 1960 et à 19% en 1969. Cette année-là, pour 100 femmes âgées de 12 ans et plus, 18 travaillaient hors du foyer et 10 étaient aux études — chez les hommes, les proportions étaient de 70 et de 14 —; 60% des femmes occupaient des emplois dans les services (contre 25% chez les hommes), 20% des femmes étaient domestiques. Dans un cas sur trois, la femme occupait un emploi associé aux tâches

ménagères. La progression a été très modeste, voire négative comme c'est le cas au Pérou où la part des femmes dans la PEA a diminué de 27,9% en 1940 à 13,6 en 1961. L'emploi féminin n'a pas suivi le rythme d'accroissement de l'emploi et cela tient surtout à l'industrialisation. Au Brésil en 1872, 45,5% de la PEA était composée de femmes: 35% s'occupaient d'agriculture, 33% étaient domestiques, 20% travaillaient comme couturières et 5% œuvraient dans l'industrie textile. En 1900 leur part était encore de 45%; la prédominance de l'industrie textile faisait que 91% [sic] des travailleurs du secteur secondaire étaient des femmes. En 1920, elles ne sont plus que 15%, chiffre autour duquel elles graviteront jusqu'en 1970, alors qu'elles atteindront 21%, mais elles ne représenteront plus que 12,2% de la PEA du secteur secondaire (37,8% du secteur tertiaire).

La modernisation du secteur industriel a pu signifier des congédiements pour les femmes et leur remplacement par des hommes, comme si les progrès technologiques leur étaient contraires. En revanche, dans les industries d'assemblage léger (comme au voisinage de la frontière U.S.-Mexique), on rencontre surtout des jeunes femmes soumises à des cadences effrénées. La femme apparaît comme une réserve de main-d'œuvre, embauchable et débauchable à volonté selon les rythmes et l'évolution qualitative de l'emploi. Ainsi, contrairement à ce que prétend la sociologie de la "modernisation", l'industrialisation et l'urbanisation n'entraînent pas une promotion du statut de la femme: d'une part, elle dépend davantage du salaire du mari; d'autre part, elle subit une perte de pouvoir du fait qu'elle avait un plus grand pouvoir politique et économique (non formalisé) dans le secteur traditionnel à travers la vente des produits de son travail. Même lorsque la femme travaille à l'usine, la prépondérance de liens familiaux dans son milieu de travail sert à perpétuer ce statut inférieur des femmes quant aux salaires, aux bénéfices marginaux et à la position. Il n'empêche que les années 80 ont vu une salarisation accrue, mais combien inéquitable, du travail féminin.

**B)** Les femmes latino-américaines mirent du temps à conquérir le droit de vote; elles l'obtinrent souvent sans s'être réellement battues parce que le président qui le leur concéda pensait assurer ainsi sa réélection (ex: Chili et Pérou). Voici les dates de l'obtention du droit de vote: États-Unis: 1920; Équateur: 1929; Brésil et Uruguay: 1932; Cuba: 1934; El Salvador: 1939; République dominicaine: 1942; Guatemala et Panama: 1945; Argentine et Venezuela: 1947; Chili et Costa Rica: 1949; Haïti:

1950; Bolivie: 1952; Mexique: 1953; Honduras, Nicaragua et Pérou: 1955; Colombie: 1957; Paraguay: 1961. Encore faut-il que les femmes ne soient pas analphabètes: au Pérou, elles sont deux fois plus nombreuses que les hommes dans cette catégorie. Au Mexique, on tarda beaucoup à accorder le droit de vote aux femmes parce que le parti officiel issu de la Révolution les considérait trop conservatrices ou trop près du clergé. Est-ce exact? L'exemple de l'Argentine (1958-65) montre que les femmes sont moins radicales que les hommes, mais pas plus conservatrices. Il est vrai d'autre part que des manifestations féminines ont préparé et accompagné la chute de Goulart au Brésil en 1964 et celle d'Allende en 1973. Une étude sur la Colombie (1958-74) a montré chez les électrices une option consciente en faveur de la tradition et du conservatisme, sans doute parce que la société n'a pas assez changé pour que les femmes redéfinissent leurs attitudes politiques. La projection de certaines femmes sur l'avant-scène politique ne doit pas illusionner: Eva Perón, Maria Eugenia Rojas de Morena ou Maria Delgado de Odria étaient des patronnesses populistes au service de leur mari-président. La femme occupe-t-elle un poste politique qu'elle tend à se comporter comme une surmère, concevant son travail comme l'extension à grande échelle de ses activités de ménagère et de mère. Il est vrai que les femmes représentent moins de 2% des congressistes en Amérique latine vers 1970. Au Chili, en 1968, elles occupaient 7,9% des postes de maires, cependant qu'au Pérou elles donnaient 4,7% des conseillers municipaux.

**C)** Plus que de toute autre chose les femmes sont prisonnières d'images et de stéréotypes que la société a créés, qu'elle entretient et qu'elle renouvelle au besoin et que la femme intériorise, puis retransmet à ses enfants et notamment à ses filles. La femme latino-américaine serait remarquable pour ses qualités de femme vertueuse, détestant la sexualité et adorant sa famille; elle serait une épouse soumise et une mère aimante, heureuse dans son foyer et consacrée à ses enfants, à la cuisine et à l'église. Les stéréotypes renforcent le comportement traditionnel et empêchent les femmes de se faire le véhicule du changement social. La surévaluation de la virginité (et de fidélité) féminines ne serait-elle pas un instrument pour assurer l'endogamie de classe dans une société hiérarchisée, plutôt qu'un élément de la moralité catholique; le *donjuanismo* et le *machismo*, l'agressivité sexuelle masculine seraient le complément nécessaire au prestige dont jouit la virginité et constitueraient un élément dérivé, secondaire, de ce système de valeurs? La bonne réputation de femmes forme l'assise de l'honneur fami-

lial et les hommes s'arrogent le rôle de gardiens de cet honneur. La virilité tend à s'exprimer aux dépens des femmes "du peuple". L'adultère est une offense grave si la femme en est l'auteur; elle est une peccadille dans le cas de l'homme. C'est la règle: deux poids, deux mesures.

#### Des femmes artistes

Les femmes ont joué un rôle de premier plan dans l'art latino-américain du XX<sup>e</sup> siècle. Cette prééminence découle peut-être du machisme qui associe les arts à la sphère féminine et la politique à la sphère masculine. Frida Kalho (1907-1954) fut l'une d'elles. Compagne de Diego Rivera, elle exprime sa souffrance. Elle reprend le style narratif des *retablos*, ces petites peintures qui sont des notes de remerciements à Dieu. Une autre Mexicaine est María Izquierdo (1902-55) qui puisa son inspiration dans l'art colonial et dans l'art populaire alors que les hommes artistes qui l'entouraient (Tamayo, Rivera) trouvaient la leur dans l'art précolombien.

Les images peuvent venir en contradiction avec la réalité ou s'opposer à d'autres projets, d'où leur transformation. Les *fotonovelas* sont devenues le canal privilégié, avec la télévision, pour disséminer d'autres comportements et consolider une domination de classe. Les unes servent à intégrer les ouvrières et les paysannes à la vie citadine; d'autres fournissent un moyen d'évasion; d'autres encouragent la consommation de biens durables. Les nouvelles images sont plus conformes à l'idéologie qui sous-tend l'expansion des rapports marchands. Elles cadrent mieux avec la désintégration de la famille, l'effritement de l'autorité paternelle et de la domination maritale, la multiplication des ménages à direction féminine.

La stratégie et l'organisation des mouvements féministes dépendent, dans chaque pays, des structures économiques, du caractère de classe, de la dimension et de la nature des organisations politiques; elles dépendent enfin de la façon dont tout ceci se reflète dans les lois et les codes en vigueur, dans les conditions de travail, d'hygiène, d'éducation. Les femmes ont joué un rôle capital dans la lutte contre la répression dans les années 80. Elles furent très actives dans les mouvements de guérilla en Amérique centrale. En général, les femmes latino-américaines ont donné la priorité aux objectifs collectifs. Elles se sont moins opposées aux hommes en tant que tels qu'elles n'ont contesté un ordre injuste qui les opprime elles et les hommes, même si l'oppression les frappe encore plus directement, car ce sont les femmes qui portent le poids de l'organisation du quotidien et de la lutte pour assurer la survie de leurs enfants. Voilà pourquoi les plus beaux exemples de solidarité concernent la défense

du niveau de vie (cantines populaires dans les bidonvilles) et de la vie (manifestations publiques contre les disparitions).

Le contrôle sur la reproduction biologique est encore une responsabilité presque totalement masculine. Vers 1983, les principales méthodes contraceptives utilisées en Amérique latine étaient la stérilisation féminine (36%), la pilule (29%), le stérilet (9%), sympto-thermique (9%). Les méthodes relevant de l'homme ne représentaient que 10%: le retrait (6%), le condom (3%), la vasectomie (1%).

#### 5. L'Amérique latine dans le concert des nations

- Comme région, l'Amérique latine a été périphérique aux grands événements du XX<sup>e</sup> siècle (les guerres mondiales, les crises, la guerre froide, la décolonisation). Elle ne les a pas causés pas plus qu'elle n'en a déterminé l'issue. Mais elle a été influencée par eux et a dû y répondre à sa façon avec des moyens limités.

- Une part essentielle des relations étrangères de l'Amérique latine au XX<sup>e</sup> siècle a consisté à chercher à **affirmer** son indépendance face aux USA. L'emprise US est d'autant difficile à secouer qu'elle est multiforme, multidimensionnelle et qu'elle se présente comme bienveillante, servant les intérêts de l'Amérique latine. La diversification des relations étrangères est un moyen d'éviter l'étouffement d'une relation fondamentalement **asymétrique** fondée sur cette disproportion de la richesse, du niveau de vie, de la puissance militaire entre l'«Un et les Vingt» ou entre «le Requin et les Sardines».

#### A) Le défi cubain et les volets d'une réponse états-unienne

La Révolution cubaine (1959) signifiera une casure de système interaméricain. Pour la première fois apparaît en Amérique latine une nation qui tient tête à hégémonie US et qui oppose au capitalisme une autre voie de développement. Elle représente un double défi: 1) un défi quant au système économique; 2) un défi quant au système de sécurité, du fait que Cuba s'allie avec une superpuissance extra-continente, ennemie par surcroît des EU. Cette alliance (et le second défi auquel elle prétend répondre) résulte de l'attitude hostile des États-Unis face au premier défi.

Toute politique latino-américaine des États-Unis gravitera désormais autour du précédent cubain: 1)

d'abord empêcher la consolidation de la révolution cubaine; 2) empêcher que ne se produise un "second Cuba" en élevant le coût pour Cuba de sa rupture (de façon à ce que le modèle cubain perde son attrait et que l'U.R.S.S. ne puisse patronner d'autres révolutions ailleurs dans le tiers monde et surtout en Amérique latine) et en usant d'une stratégie **préventive** ailleurs grâce à un programme de réformes (sous le slogan: la "révolution dans la liberté") et au renforcement des appareils de sécurité (assistance militaire). L'Alliance pour le progrès (ALPRO) ira nulle part. Ceux qui veulent l'alliance ne veulent pas d'un progrès fondé sur des réformes dont ils feraient nécessairement les frais; ceux qui veulent le progrès ne veulent pas d'une alliance qui leur apparaît contre nature. La défense du *statu quo* l'emportera. Cela allait de soi pour les classes dominantes en Amérique latine. Les réformes auraient entamé l'hégémonie US. Les États-Unis ne pouvaient indisposer des alliés et courir le risque que leurs pressions pour des changements ne favorisent leurs ennemis. Ce dilemme devait se reproduire en d'autres occasions. L'échec de l'Alliance pour le progrès tient à l'absence d'une communauté d'intérêts: l'ALPRO postulait un partenariat là où il n'y avait que des relations hégémoniques.

Les militaires latino-américains, "sentinelles" des États-Unis?

Dans son ouvrage *Sentinels of Empire: The United States and Latin American Militarism* (Westport, CN: Greenwood Press, 1986), Jan Knippers Black défend la "théorie de la pénétration" des affaires latino-américaines. Le facteur déterminant dans l'évolution de l'Amérique latine au XXe siècle serait le projet hégémonique et la puissance manipulatrice des États-Unis. Le "Colosse du Nord" a créé et a contrôlé, dans son "appétit d'empire", un système de militaires professionnels, chacun étant un allié, un client disposé à monter la garde contre la subversion interne, à agir comme une "sentinelle" dans la préservation des intérêts publics et privés des EU dans l'hémisphère occidental. La Maison-Blanche, le Pentagone, Wall Street ont défendu la stabilité à tout prix.

Les États-Unis sont profondément contre la révolution et contre le nationalisme, car les deux ne peuvent dans le contexte des intérêts économiques US n'être qu'anti-US. Ce qui les amène à soutenir ces forces qui sont fortement antirévolutionnaires sans être nationalistes. Les interventions US (directes et indirectes) ont débouché sur des dictatures, mais jamais les États-Unis ne sont intervenus pour renverser des dictatures qu'ils avaient laissé se mettre en place. Les dictatures sont plus vulnérables aux pressions U.S. du fait qu'elles sont isolées à l'intérieur. Elles deviennent de trop seulement quand

elles se révèlent impuissantes à contrôler la montée de l'opposition. Les États-Unis peuvent alors favoriser des transitions pacifiques, politiques (qui n'impliquent pas de rupture constitutionnelle et qui ne reposent pas sur une mobilisation des masses). Ce sera la stratégie dans les années 80 en Amérique centrale, dans le cône sud, sur le modèle philippin.

#### **La Révolution sandiniste n'était pas «totalitaire»**

Malgré les prétentions de Washington, le gouvernement sandiniste n'était pas un régime socialiste. Il ne transforma pas la nature fondamentale de l'économie agroexportatrice dépendante. Le régime essaya plutôt d'appliquer un modèle de développement national fondé sur l'économie mixte, mais la stratégie échoua à cause des contradictions dans la stratégie, de l'opposition des producteurs privés, des efforts de la Contra et des États-Unis pour déstabiliser le gouvernement sandiniste. La pierre angulaire du projet révolutionnaire était la réforme agraire. On distribua des terres à quelque 120 000 familles, mais on échoua à moderniser l'agriculture et à conserver le soutien politique de la majorité des paysans. Les entreprises étatiques, loin d'engendrer des fonds, obèrent les finances publiques. Les Sandinistes péchèrent aussi par une perspective réductionniste et ethnocentrique vis-à-vis les minorités de la côte atlantique. Le gouvernement sut cependant corriger le tir et jeter les bases d'une autonomie régionale. Le FSLN prétendait servir les intérêts de la "majorité", mais il n'impliqua pas sérieusement les citoyens dans la prise de décision. Ses politiques économiques firent mal à la population. Il ne fut pas totalitaire ni orienté vers un socialisme autoritaire. Il tint des élections honnêtes en 90. (voir Richard L. Harris, "The Nicaraguan Revolution: A Postmortem", *Latin American Research Review*, 28, 3, 1993, 197-213)

#### **B) Émergence de nouveaux acteurs, montée de puissances régionales**

L'hégémonie US en Amérique latine reposait sur une alliance militaire avec les États-Unis, sur un anticommunisme commun, sur la menace et la pratique d'intervention US, sur la dépendance économique envers les États-Unis.

Comme l'a bien remarqué Atkins (1989), "La recherche de l'autonomie en politique étrangère n'est pas seulement difficile pour plusieurs États, mais est souvent paradoxale. Les États latino-américains veulent atteindre ou maintenir une indépendance dans leurs actions internationales, mais pour y arriver ils doivent être forts vis-à-vis le monde extérieur; pour être forts, ils doivent obtenir une forme d'assistance du monde extérieur envers lequel ils souhaitent être indépendants, ce qui accroît par conséquent les chances que se développe une relation de dépendance." (p. 78)

Les pays d'Amérique latine ont cherché à faire face à ce dilemme en diversifiant leur dépendance afin de réduire le rôle prépondérant, sinon hégémonique d'un seul pays, les États-Unis essentiellement. Ils ont donc cherché à élargir leurs relations diplomatiques, à diversifier leurs marchés et les sources de capitaux. Ils ont posé des gestes qui coûtaient peu: le Brésil reconnaissant le MPLA en Angola; la condamnation de l'appui US à la Grande-Bretagne dans la guerre des Malouines; le refus du Mexique de rompre ses relations avec Cuba. Ces gestes avaient surtout une valeur symbolique.

> Les négociations en vue d'un libre échange continental montrent que l'Amérique latine n'a pas réussi à se défaire de la prépondérance des États-Unis. Il faut se rendre à la triste évidence: l'Amérique latine a davantage besoin d'acteurs non hémisphériques que ceux-ci n'ont besoin de l'Amérique latine.

L'Amérique latine n'est plus cependant, à partir des années 70, la chasse gardée des États-Unis: on assiste à une montée des investissements et du commerce avec la CÉE; l'Allemagne mène une politique active en Amérique latine (Brésil, Venezuela, Équateur); la France renforce sa présence au Mexique, au Pérou, en Argentine. L'Internationale socialiste fait son entrée en Amérique latine en 1976 quand elle se réunit à Caracas. Israël affirme sa présence surtout comme marchand d'armes, généralement auprès de régimes militaires. Les pays arabes ont accru leur influence, particulièrement par l'entremise du Brésil ouvert sur l'Afrique et très engagé dans le commerce avec les pays arabes.

L'évolution des relations commerciales:

Entre 1961-63 et 1982-84, la part des échanges avec la CÉE a diminué pour représenter environ 17 %, la part du Japon a presque doublé à 6 %, celle du Canada a stagné à 3 %. Les plus forts gains ont été enregistrés par le Moyen Orient (8 %) et les échanges intra-Amérique latine (16 %). Les États-Unis demeurent le principal partenaire: près de 38 %.

Les intérêts européens en Amérique latine sont demeurés limités après 1945. La **France** et la **Grande-Bretagne** se sont surtout concentrées sur leurs relations avec leurs anciennes colonies. L'**Allemagne** a démontré le plus dynamisme. Mais ces intérêts ont été limités à la sphère économique. Les puissances européennes ont abandonné aux États-Unis la défense des objectifs de sécurité, tout en cherchant à désamorcer les possibilités de conflit et à modérer les réponses US à des menaces que Washington tendait à amplifier. La C.É.E. a eu une politique plus indépendante de Washington que ses

États membres qui ne voulaient pas faire tort à leurs relations bilatérales.

Le **Japon** s'est intéressé à l'Amérique latine. Il a besoin de matières premières et y recherche des marchés. Il a donc investi. Mais il a évité tout engagement politique, ne voulant pas indisposer les États-Unis.

La **Chine** n'a pas eu une politique très active en Amérique latine. Elles ont peu à s'offrir mutuellement et sont trop distantes l'une de l'autre.

**Israël**, en revanche, a d'abord eu des visées politiques: trouver des appuis à l'ONU pour sa politique. La relation a cependant changé dans les années 70, pour se charger de considérations économiques et militaires. Alors que le vote latino-américain à l'ONU perdait de son importance et de son uniformité, l'Amérique latine devenait un débouché pour l'industrie des armements israélienne obligée d'écouler des armes désuètes et de rentabiliser ses investissements. Les régimes militaires furent les meilleurs clients d'Israël, lui achetant des armes, mais aussi des services dans le domaine du renseignement et de la répression "antisubversive", avec l'accord de Washington. Cette collaboration généralement clandestine, fondée sur la raison d'État, était d'autant plus troublante qu'elle se faisait avec des régimes aux antipodes de la morale juive.

L'**Espagne** représente un nouvel acteur. Elle se présente comme un courtier entre l'Amérique latine et le Nord, l'Europe et les États-Unis. Elle a atténué les accents paternalistes de son *hispanismo*, mal accueillis en Amérique latine. Les échanges avec l'Amérique latine ne représentent pourtant que 10% du commerce extérieur espagnol. Cuba est l'un de ses principaux partenaires.

L'**Union soviétique** a longtemps considéré l'Amérique latine comme une région hors d'atteinte, solidement ancrée dans la sphère US. Il a fallu la Révolution cubaine pour qu'elle révise sa conception, sans jamais abandonner une certaine réserve, cherchant davantage à capitaliser sur les faux pas des États-Unis qu'à orienter les événements. Son commerce avec l'Amérique latine a été systématiquement à l'avantage de la région dont elle achetait plus qu'elle ne vendait. En 1960, elle décida de soutenir la Révolution cubaine, lui permettant de survivre à l'hostilité des États-Unis. Les coûts économiques furent sans doute supérieurs aux bénéfices, si bien qu'elle n'alla jamais aussi loin dans son soutien au gouvernement d'Allende ou au régime sandiniste. Les changements en Europe orientale

depuis 1989 ont entraîné l'effondrement des échanges avec Cuba.

On observe dans les années 70 et 80 la formation de blocs en Amérique latine qui ont une réelle influence (Pacte andin, Groupe de Contadora) et l'affirmation de puissances régionales (Mexique, Brésil, Venezuela). Il devient plus difficile alors pour les États-Unis de poursuivre des politiques bilatérales (destinées à diviser et à bloquer toute affirmation solidaire). La présidence de Carter avait pris acte de cette érosion de l'hégémonie. Elle avait reconnu que la priorité n'était le développement économique. L'administration Reagan ferme la parenthèse, replaçant la sécurité à l'avant-scène, interprétant tout conflit en Amérique latine comme partie d'un complot soviéto-cubain et le traitant dans sa dimension Est-Ouest. La doctrine Monroe redevient le mythe suprême. Elle est d'ailleurs au cœur de politique latino-américaine des États-Unis: être la seule grande puissance sur le continent face à une multitude d'États impuissants à défendre une ligne de conduite opposée, voire distincte, de celle préconisée par Washington.

Les États-Unis ont eu une influence essentiellement néfaste en Amérique latine. Ils ont beaucoup contribué (plus par action que par omission) à accentuer le sous-développement, à conforter des dictatures, à gêner l'épanouissement culturel. Ils ont exercé une influence négative en renforçant la dépendance, en bloquant le changement, en s'alliant aux forces réactionnaires. L'affirmation de la souveraineté nationale (laquelle suppose une liberté dans le choix d'une voie de développement et des alliances...) paraît incompatible avec les objectifs de sécurité nationale des États-Unis tels qu'ils les définissent.

#### Le concept de "Bassin des Caraïbes"

La Caraïbe a été une "arène européenne". Les îles qui la composent sont déjà assez différenciées.

Le Bassin des Caraïbes est une notion qui associe l'archipel à la masse continentale qui l'entoure, depuis l'Amérique centrale jusqu'aux États riverains de la Mer des Caraïbes, définie comme la Méditerranée américaine, comme la *mare nostrum* des États-Unis. La notion appartient à l'analyse géopolitique et géostratégique. Elle est ancienne, remontant à plus d'un demi-siècle. En lançant l'"Initiative du Bassin des Caraïbes", l'administration Reagan rattache la question du développement dans cette région à une logique stratégique. Tous les événements dans cette région faite de pièces disjointes sont ramenés à un affrontement entre les États-Unis et l'URSS. Les États-Unis s'arrogent le droit de définir une région de l'hémisphère en fonction des intérêts qu'ils y rattachent. Les questions de pauvreté, d'injustice sociale, d'oppression politique sont perçues moins comme des problèmes

en soi que comme ouvrant la voie à des demandes pour des changements, donc des facteurs d'instabilité et une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. Les États-Unis ne conçoivent pas de changements qui se fassent dans cette région sans susciter une farouche résistance des élites, sans que ne se déchaînent de graves conflits, sans des interférences extérieures puisque chaque partie en appellera à des alliés extérieurs.

## 6. Les diverses manifestations de la culture

Le développement est-il concevable sans prendre en compte la culture?

Comme le déclare Peter Worsley (*The Three Words: Culture and World Development*, Chicago, 1984), "L'étiquette 'mode de production' est inappropriée, car il n'y a pas de production qui ne s'intègre pas à un vaste ensemble d'institutions et de relations extra-économiques." (p. 35). La culture est le concept manquant.

Les modèles sur lesquels ont reposé les expériences de développement dans le tiers monde ont révélé leurs limites. Deux défauts: leur économisme et leur occidentalisme. L'optique productiviste a triomphé sans partage. Ces modèles économiques sont unidimensionnels. La civilisation occidentale s'est projetée à l'échelle mondiale et a proclamé son universalité. Ses valeurs sont la science, la technique, le progrès. Elles s'identifient avec la modernité, condamnant au dépérissement les relations traditionnelles.

L'industrialisation élargit la gamme des besoins, faisant naître une société de consommation, laquelle se révèle être une société du simulacre.

On privilégie le quantitatif. Le classement des pays et des groupes se fait selon le niveau de vie évalué en dollars.

La crise du développement prend la forme d'une crise culturelle. Les déçus, les exclus se tournent vers des formes agressives d'affirmation identitaire, reconstruites comme anti-occidentales. L'invasion médiatique, circulant à sens unique, contribue à déstabiliser l'identité culturelle locale.

Or la culture est une dimension indispensable du développement. Il faut réhabiliter la culture qui a été la dimension oubliée du développement. Chaque société doit réinventer le développement selon des modes qui lui sont propres. (Serge Latouche, *L'occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. Paris: Éd. La Découverte, 1989)

La littérature latino-américaine connaîtra dans les années soixante la consécration universelle qu'elle méritait depuis des décennies. On a parlé du "boom". Les écrivains latino-américains deviennent des personnalités; leurs livres, traduits en diverses langues, se convertissent en marchandises à grande diffusion hors de l'Amérique latine. La réputation n'est pas surfaite. Leurs œuvres restituent à travers le langage la dimension profonde de l'homme lati-

no-américain, citadin ou rural. L'apport de la langue populaire ne se réduit plus à des idiotismes isolés. Cette littérature coule de sources identifiables à des pays tout en participant d'une modalité régionale et en ayant une capacité universelle d'interpellation. Un récit des Caraïbes n'est pas un récit du Cône Sud: Carpentier n'est pas Cortázar ou Bioy Casares.

Ce qui a fondé la puissance et le succès de la littérature latino-américaine depuis 1960, ce sont ses qualités intrinsèques: un ton, un style qui lui sont propres, une inspiration qui découle des inquiétudes, des espoirs, des frustrations, des mythes, des épopées, des utopies d'un continent, des ressorts capables d'interpeller l'humanité.

La vitalité du roman latino-américain plonge sa source dans l'instabilité de la région, dans les contradictions qui l'animent. Plusieurs romans ont essayé de saisir, au prix de hardiesses langagières et d'hystéries lexicales, la complexité chaotique du Nouveau Monde: *Diadorim* du Brésilien João Guimarães Rosa, *Paradiso* du Cubain José Lezama Lima, *Christophe et son œuf* de Carlos Fuentes.

Un des étudiants dans l'essai *La Desdichada* de Carlos Fuentes, remarque "le surréalisme mexicain n'a jamais eu besoin de l'aval européen; nous sommes surréalistes par nature, de naissance, comme le prouvent les tours que nous avons joués au christianisme, mélangeant les sacrifices humains et l'hostie, déguisant les prostituées en déesses, nous promenant à l'aise entre l'étable et le bordel, l'origine et le calendrier, le mythe et l'histoire, le passé et le futur, le cercle et la ligne, le masque et le visage, la couronne d'épines et la couronne de plumes, la mère et la vierge, la mort et le rire." (tiré de *Constancia et autres histoires pour vierges*. Gallimard, 1992.)

Un des thèmes les plus féconds, apparu avec *Facundo*, sera la dictature: on pourrait citer une vingtaine d'œuvres qui ont des dictateurs comme principal protagoniste. Trois œuvres se détachent du lot: *Yo el Supremo*, du Paraguayen Augusto Roa Bastos, *El recurso del método*, du Cubain Alejo Carpentier, *El otoño del patriarca*, du Colombien Gabriel García Márquez. Elles représentent la fusion réussie entre la conscience critique et la conscience esthétique. García Márquez essaie de créer la grande parabole mythique et hyperbolique du dictateur latino-américain, intégrant dans la fiction des événements historiques. Carpentier construit l'archétype d'un dictateur à partir d'éléments provenant de diverses dictatures du passé et du présent. Roa Bastos procède à la recreation littéraire du Dr. Francia. Ces ouvrages ne sont pas des travaux d'historiens, mais ils reconstituent mieux qu'eux l'atmosphère dans laquelle baigne la dictature person-

naliste réelle. L'œuvre romanesque est moins fidèle aux faits qu'au climat: dans *Cent ans de solitude*, García Márquez attribue 3 000 morts à la répression d'une grève dans une bananeraie colombienne en 1928 en sachant qu'il y aurait eu 17 morts. Mais le chiffre littéraire a eu tendance à s'imposer comme la réalité puisqu'un orateur y fera référence lors d'une commémoration.

Un grand peintre américain: Oswaldo Guayasamín (1920-1999).

"Toute ma peinture est contenue dans la frise de Sechín", déclare-t-il. C'est dans cette peinture millénaire, conservée près de Trujillo, qu'il puise son inspiration et qu'il tire son expressionnisme ou son surréalisme. Sa carrière débuta en 1942 par une révolte contre l'exposition de l'École des Beaux-Arts de Quito. Il gagna le prix Mariano Aguilera. Il entreprend dans les années 1940 sa série *Huacayñan* (Le chemin des larmes); terminée en 1956, celle-ci se compose de 106 peintures. C'est une vision du peuple américain comparable au *Canto general* de Pablo Neruda. Né d'une mère indigène et élevé dans la pauvreté, il a connu la discrimination. C'est à sa mère et aux mères de la Place de Mai qu'il dédie sa troisième série d'œuvres, *L'ère de la tendresse*. Sa murale "Équateur, frustration et espoir" pour le Congrès équatorien représente un crâne coiffé d'un casque nazi marqué "CIA". Interdit d'entrée aux États-Unis en raison de son anti-impérialisme.

Il ne faudrait pas négliger l'**art primitif**. Il trouve son expression la plus frustrée dans des milliers d'*ex-voto* qui peuplent les églises et qui témoignent de "faits divers" pour nous, de "miracles" pour les intéressés. C'est un art populaire. L'expression la plus achevée se rencontre peut-être en Haïti. Elle est animée ici aussi par la religion, dans ce cas le vaudou qui en inspire les thèmes et aussi le style (ainsi les figures géométriques, cubiques reproduisent le *vêver*, ce dessin géométrique vaudou tracé sur le sol pour invoquer les divinités). La peinture d'Haïti, révélée au monde par De Witt Peters, haute en couleurs, se soucie peu de proportions et de perspectives, traitant les surfaces d'une manière très hétérodoxe; ses motifs sont inspirés de la vie quotidienne, de la vie rurale. Cette "peinture heureuse" affiche une franche naïveté, un mysticisme souriant, une gravité pleine de fierté et une profonde intériorité.

Comment ignorer à côté de la littérature, la grande, celle qui nourrit les élites, cette paralittérature constituée par les bandes dessinées, les photoromans qui jouissent d'une grande popularité auprès de clientèles populaires récemment alphabétisées, encore partie d'un univers davantage imprégné par le message audiovisuel que textuel. Cette production vé-

hicle cependant des modèles étrangers venus des États-Unis ou d'Italie. Les uns distillent la violence, alors que les autres renforcent la passivité, le conformisme des lecteurs populaires. Les créateurs latino-américains de bandes dessinées (comme le Mexicain Rius ou l'Argentin Quino) s'adressent à un public de classe moyenne. En revanche, la *literatura de cordel* distribue sous forme de feuillets bon marché des récits écrits par des poètes populaires pour les petites gens du Nord-est brésilien et qui les rejoignent dans leur culture et leur quotidien.

L'écrit au service d'une culture populaire orale:

Comment expliquer qu'une communauté d'analphabètes ait pu conserver durant des siècles son folklore, ses chants, ses contes et légendes, ses histoires, ses poésies et ses épopées? Ce furent le "violoneux", le chanteur populaire, et le "folhetinista" qui transmièrent, de génération en génération, ce riche patrimoine [...] Le chanteur populaire, en règle générale, est celui dont le métier consiste à vendre des "folhetos" dans les foires, les fêtes et autres rassemblements. Pour les vendre, il récite à haute voix et il les chante... Plus de quarante mille personnes, familles comprises, vivent au Brésil de la production et de la vente des "folhetos". Bien meilleur marché que le journal ou la revue, ils sont faciles à acheter en milieu paysan... Nous nous rendimes compte... que si cette littérature ne renfermait pas de contenu politique à proprement parler, elle présentait cependant un caractère idéologiquement marqué. En fait, presque tous les thèmes développés se fondent sur la lutte du faible contre le fort, du pauvre contre le riche, du paysan contre le latifundiaire. (F. Julião, *Les ligues paysannes au Brésil*. Paris: Maspéro, 1967. pp. 10-12)

Il y a aussi la **chanson satirique**. Les *corridos* mexicains ont connu une grande vogue à l'heure de la Révolution (1911-17) qui a légué des chansons célèbres comme "La Cucaracha", "Cielito lindo", "La Adelita". Les calypsos jouent le même rôle dans les Caraïbes anglophones. Ils s'adaptent aux événements qu'ils commentent sur un ton critique, à la façon des chansons du carnaval de Rio (qui parlent selon les années de la dette, de la guerre, de la corruption).

Les Indiens du Guatemala n'ont jamais eu à écrire des livres. Leurs tissus étaient leurs livres et chacun écrivait le sien selon des codes qui font qu'ils peuvent savoir de quelle communauté ils sont. L'**artisanat**, longtemps dévalué comme l'art des pauvres, a été revalorisé par les gouvernements (notamment au Mexique, puis au Pérou) au nom de l'identité nationale et à la faveur du développement touristique. On se tromperait cependant si on croyait que cet artisanat n'est que reproduction de modèles anciens. Les artisans ont reformulé les

matériaux, les procédés et les desseins en fonction des possibilités du moment en vue de dépasser leur position désavantageuse face à d'autres marchandises. On pense à ces céramistes d'Ocumicho qu'un curé convainquit de se spécialiser dans la confection de figurines de diables.

Il ne fait aucun doute que la **musique** et la **danse** sont les deux modes d'expression que l'Amérique latine a le mieux réussi à maîtriser. Sa créativité dans ce domaine fait d'elle une région exportatrice, un puissant foyer de diffusion. Ce succès est d'autant plus remarquable que l'Amérique latine s'est surtout signalée depuis plus d'un siècle comme consommatrice de modes culturelles importées. Il s'explique par la fonction de creuset que l'Amérique latine a remplie en fusionnant des apports divers pour en faire jaillir des rythmes entraînants. Les peuples latino-américains sont en dépit de la pauvreté matérielle (ou à cause d'elle) portés à la fête, à la danse, à la musique. Un Cubain disait: "Un chapeau qui tombe suffit à nous faire danser". La consécration internationale a cependant souvent dépendu d'un succès dans une capitale culturelle du Nord, hier Paris, aujourd'hui New York.

Le Carnaval a toujours été en tous lieux une fête populaire, une parenthèse, un moment de contestation sociale alors que les groupes du défilé utilisaient des déguisements pour se moquer des dominants. Le Carnaval de Rio de Janeiro est le plus célèbre. Il mobilise toute la ville. C'est un moment de créativité, de consommation, de licence. Il est vécu différemment selon les classes: le peuple prend la rue, l'élite se réfugie dans les clubs ou organise des fêtes privées. Tous inversent les rapports quotidiens: on danse la nuit, on dort le jour; les pauvres dépensent des fortunes pour leur costume des écoles de samba; la nudité est tolérée; les hommes s'habillent en femmes. Avec l'avènement du tourisme international, le gouvernement et les milieux d'affaires ont cherché à encadrer l'anarchie carnavalesque pour en faire une parade devant des estrades qui se louent à grands prix. Pour les mêmes raisons, le carnaval de Trinidad-Tobago n'est plus aussi spontané et populaire qu'il y a 40 ans.

#### Le Mexicain et les fêtes

"Le solitaire mexicain aime les fêtes et les réunions publiques. Tout prétexte est bon pour interrompre la marche du temps et commémorer les hommes et les événements avec des festivals et des cérémonies. Nous sommes un peuple rituel et cette caractéristique enrichit à la fois nos imaginations et nos sensibilités qui sont également vives et alertes. L'art des fêtes s'est dégradé presque partout ailleurs, sauf au Mexique. Il y a peu de pla-

ces dans le monde où il est possible de prendre part à un spectacle tel nos grandes fêtes religieuses avec leurs couleurs primaires violentes, leurs costumes et leurs danses bizarres, leurs feux d'artifices, leurs cérémonies et leur inépuisable réserve de surprises: les fruits, les friandises, les jouets et autres objets vendus ces jours-là sur les places et les marchés publics... Comment un Mexicain pauvre pourrait-il vivre sans les deux ou trois fêtes annuelles qui compensent pour sa pauvreté et sa misère? Les fêtes sont notre seul luxe. Elles remplacent - et peut-être pour le mieux - le théâtre, les vacances, les week-ends et les cocktails anglosaxons, la réception bourgeoise, le café méditerranéen." (Octavio Paz, *Le labyrinthe de la solitude*).

La musique latino-américaine connaît présentement un immense succès. *Le tropicalismo* brésilien est en vogue en raison de son rythme, de sa chaleur. Les plus grands représentants sont Milton Nascimento, Maria Bethânia, Gilberto Gil, Chico Buarque de Holanda. La **salsa** est un produit cubain et c'est d'ailleurs des exilés cubains à Miami, dont Celia Cruz et Tito Puente, qui l'ont fait connaître aux États-Unis.

Il y a aussi une musique **engagée**, celle de groupes tel Inti Illimani, contraint à l'exil par le coup d'État de Pinochet, et qui chante la justice, la paix, l'égalité en s'accompagnant d'une vingtaine d'instruments traditionnels et modernes. Le chanteur Víctor Jara qui comparait sa guitare à un fusil et qui s'était identifié à l'Unité populaire mourra mutilé dans le stade de Santiago. Ou les troubadours cubains de la "Nueva Trova" (Pablo Milanés, Silvio Rodríguez, Noël Nicola). Ou des chanteurs-poètes comme Daniel Viglietti, Mercedes Sosa, Violeta Parra, Atahualpa Yupanqui, Luis E. Mejía Godoy.

Et il y a le **cinéma**. Le genre mélodramatique ou épique très prisé au Mexique a eu une influence indéniable en Amérique latine, avant d'être déplacé par les productions hollywoodiennes. Le cinéma a fait peau neuve dans les années soixante. La Révolution cubaine y a été, ici encore, pour beaucoup, par l'exemple qu'elle a donné, en créant un cinéma qui parle des problèmes sociaux locaux, qui adopte un langage approprié et qui aide des cinéastes des autres pays. Le cinéma engagé est un des genres les plus féconds. Le Vénézuélien Carlos Azpurua (*Disparen a matar*, 1991) proclame sa foi: "Je crois à un cinéma politique qui, sans perdre sa dimension de spectacle, traite des problèmes fondamentaux de nos sociétés latino-américaines. J'essaie de réfléchir sur la responsabilité du citoyen face aux problèmes auxquels il est confronté." *Disparen a matar* parle des émeutes qui ont secoué Caracas récemment; on voit la masse populaire qui n'a pas la possibilité de

s'exprimer ni de jouir de ses droits; on y voit aussi la brutalité du pouvoir, impuni et corrompu.

*El Viaje*, le film du cinéaste argentin Fernando Solanas, raconte l'histoire de Martin, un jeune adolescent qui décide de quitter Ushuaia, la ville la plus australe, pour retrouver son père qui se trouve "quelque part" en Amérique latine. Il arrive ainsi au Mexique après avoir traversé le Chili, le Pérou, le Brésil. Ce film utilise un langage cinématographique propre à l'espagnol, la digression. La dérision, l'affabulation sont proprement sud-américaines. Le président "Rana" (le petit malin qui se débrouille, mais saute au-dessus des lois, mouillé par des scandales) est une allégorie comme l'est l'inondation (la putréfaction des idées). Le président Menem n'a pas apprécié.

L'Amérique latine est un immense kaléidoscope culturel. Elle en est venue à irradier sa puissance créatrice vers les régions qui furent jadis les phares culturels de ses élites. Cette puissance, elle la doit à l'appropriation des trésors qui germèrent sur son sol de la rencontre, souvent violente, de peuples qui avaient chacun leur manière de dialoguer avec la nature et les dieux, les deux grands ressorts de la création artistique.

Cet héritage est-il menacé? Le déferlement des médias électroniques et de la publicité, l'attrait pour les produits «Made in U.S.A.» dans toutes les couches de la société, l'évidente tendance à l'uniformisation sur le modèle nord-américain, la capacité de l'industrie des biens culturels à digérer les apports exotiques pour les faire ensuite circuler comme des marchandises délestées de leurs racines, à la façon des produits «Muzak», voilà autant de dangers qui guettent la culture latino-américaine. Des musiciens brésiliens se laissent tenter d'enregistrer en anglais. Des écrivains se voient offrir des chaires d'enseignement universitaire, les artistes reçoivent des bourses et des commandites. L'artisanat se plie aux demandes des touristes; les articles deviennent stéréotypés, affichent des couleurs voyantes, emploient des matériaux synthétiques. La subversion peut même être planifiée. Ainsi quand, vers 1955-1965, la division des arts plastiques de l'OEA, avec la commandite de grandes firmes US, promeut des expositions en Amérique latine qui donnent la préférence à l'art abstrait contre l'art muraliste et réaliste, critique et populaire. Cette production célèbre la liberté et l'individualisme et s'adresse aux classes moyennes.

Une puissance culturelle qui n'est pas sanctionnée par la richesse économique peut-elle demeurer une puissance? L'année même de la découverte, en 1492, Antonio de Nebrija, publia la première grammaire du castillan, premier ouvrage de ce

genre publié dans une langue qui ne soit pas calqué du latin. Il y écrit: "Siempre la lengua fue compañera del imperio" (la langue accompagna toujours l'empire).

#### Le rapport entre le passé et la création

La culture n'est pas seulement un héritage qu'on reçoit et qu'il faut préserver. Une culture doit être constamment récréée. Elle cherche à dépasser le particulier pour rejoindre l'universel. Elle doit emprunter. Il lui faut innover.

Les grands écrivains latino-américains ont compris que le meilleur moyen de rester fidèles aux traditions culturelles qu'ils appréciaient était de les renouveler constamment. Comme l'a écrit Paul Ricœur: "Le problème c'est de ne pas répéter simplement le passé, mais de s'y enraciner pour inventer sans cesse." Carlos Fuentes disait: "La tradition ne s'hérite pas: elle se crée, elle s'invente à partir des musées brûlés. La tradition est innovation. Il faut que les morts servent aux vivants, et

non l'inverse... La référence universelle est inévitable, parce que par son origine ou par son aspiration toute culture tend à l'universel: la culture est de l'universel concret."

#### Le danger du particularisme excessif:

Carlos Fuentes dénonçait le prurit de la différence qui pousse à distinguer le roman mexicain, le roman argentin, le roman chilien, à se mettre des camisoles de force, à perdre de vue la vision d'ensemble, l'unité fondamentale.

La Brésilienne Leyla Perrone-Moyses stigmatisait le nationalisme exacerbé qui consiste, sur le terrain de la culture, à débusquer "patriotiquement" tout ce qui vient du dehors. "Vouloir restreindre les cultures latino-américaines à leurs aspects folkloriques et les empêcher d'innover, c'est offrir aux autres [...] exactement l'image qu'ils souhaitent avoir de nous: exotiques, vêtus du poncho et du chapeau de paille."

## ANNEXES

**Coca et cocaïne**

L'usage de la feuille de coca était répandu en Amérique du Sud et même dans les Caraïbes avant l'arrivée des Européens. Des mythes et légendes évoquent son origine sacrée: sur la tombe d'une jeune fille sacrifiée aux dieux croît un arbrisseau.

La feuille de coca intervient encore dans des pratiques religieuses et des rites sociaux. On l'offre mastiquée à la Pachamama; on en place dans la bouche des morts; elle sert à prédire l'avenir. On l'applique sur les blessures et sur des fractures. Elle servait encore, il y a moins d'un siècle, de monnaie d'échange. Elle préside au rituel d'alliance: si les parents de la fille acceptent d'en mâcher, c'est qu'ils acceptent le fils comme gendre. La coca est un véhicule de la **sociabilité andine**.

On a démontré son utilité comme aliment pour un peuple vivant à haute altitude et mal nourri. La coca "tue la faim". La feuille a une valeur nutritive. Elle se compose de 18 % de fibres, de minéraux, de vitamines et de 0,8 % de cocaïne. La mastication élève le niveau de glucose dans le sang, corrigeant les effets du manque d'aliment et de l'altitude.

Elle a été source de controverses. Les Espagnols se posèrent la question: doit-on interdire la culture? Le clergé s'opposait à sa culture, les hacendados lui étaient favorables. L'État trancha en faveur de sa production. Et il imposa son commerce, surtout destiné aux mineurs du Potosí. Les producteurs de coca étaient parmi les plus riches et payaient donc les plus gros impôts. L'intendant Viedma promouvait sa culture dans le Cochabamba comme moyen de stimuler l'économie régionale et de réduire la pauvreté.

L'Europe importait de la coca au début du XX<sup>e</sup> siècle. Voyons le cas du Pérou. Vers 1905, le Pérou exportait 1,3 M kg, mais devait en produire 5 M kg. Après la deuxième guerre mondiale, les exportations se stabilisent autour de 0,2 M kg. Les Hollandais l'introduisent à Java qui exportait 2,4 M en 1912 et 1913; les Anglais l'introduisent à Ceylan. C'est ainsi que les Andes perdent leur monopole comme le Brésil devait le perdre pour le caoutchouc!

C'est récemment (à partir des années 70) que le dérivé, la **cocaïne**, est devenu un objet de commerce international. Vers 1980, la production de coca au Pérou atteignait peut-être 20 000 t. (dont la moitié servait déjà à la production clandestine de la cocaïne). Dans plusieurs pays des Andes, la valeur de la cocaïne exportée vaut autant que tout le commerce extérieur légal (en Bolivie) ou la moitié (en Colombie).

Il faut 500 kg de feuille (valant 1 200\$) pour produire 1 kg de cocaïne base vendue sur place 11 000 \$. Aux États-Unis, ce kilo, devenu après coupage, 8 kilos, sera vendu au détail 500 000 \$. Bel exemple d'échange inégal. Vers 1988, il y avait 8 M consommateurs de cocaïne aux États-Unis. La valeur de ce commerce atteignait alors au moins 20 milliards \$.

Le problème n'en est pas un de santé. La cocaïne aurait tué 2 000 citoyens aux États-Unis en 1988, contre 390 000

morts reliés au tabagisme. Le problème naît de la criminalité reliée à la prohibition. Les méthodes répressives ont échoué. Elles ont réussi à gangrener davantage les sociétés productrices et à propager des mafias et à diffuser une violence inédite et incroyable. Devrait-on légaliser son commerce, voire l'étatiser (afin d'en limiter la circulation et de financer entre-temps une campagne de dissuasion? Pourquoi consomme-t-on des drogues?

\*\*\*\*\*

**Le protestantisme en Amérique latine**

L'explosion protestante qu'a connue l'Amérique latine depuis 1960 constitue assurément le phénomène majeur sur le plan religieux. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y avait pas 25 000 protestants dans l'Amérique latine continentale, concentrés dans le sud du Brésil et autour de Buenos Aires. En 1938, ils étaient 400 000; en 1950, ils atteignaient les 2 millions, puis bondissaient à 9 millions en 1962.

Il y a plusieurs protestantismes. Il y a les grandes Églises réformées d'Europe (luthériennes, anglicanes, méthodistes, presbytériennes) pour qui l'Amérique latine est une terre chrétienne. On a affaire à un transplant dont la vitalité dépend de l'immigration. Il y a les protestantismes fondamentalistes, sectaires qui voient dans l'Amérique latine une terre de mission. Le pentecôtisme est le plus dynamique. Il faut, dans le cas de cette famille, parler de greffe.

Le protestantisme a eu contre lui d'être étranger et de vivre longtemps à l'ombre des consulats. L'immigration a été son premier vecteur. La conversion a peu progressé. Le Congrès de Panama, en 1916, dressait un constat d'échec. C'est l'arrivée massive des sectes protestantes des États-Unis qui va assurer une expansion formidable. Sa force de pénétration, le protestantisme la doit à la puissance des États-Unis, aux marines, mais surtout au bon voisinage, au prosélytisme des sectes évangéliques qui vont financer des missions. La greffe va prendre d'abord au Chili. Le pentecôtisme sera la réponse religieuse à la détresse des masses. Il triomphe au Brésil, au Guatemala, au Mexique parmi les pauvres. Naguère analphabètes, les "alléluias" lisent la Bible qu'ils apprennent avec enthousiasme.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les gouvernements libéraux avaient été sympathiques au protestantisme. Le protestantisme s'est toujours présenté comme démocratique. John Mott le déclarait sans ambages en 1942: "*Il ne faut pas oublier que le progrès de la démocratie en Amérique latine a toujours été vitalement lié à la diffusion du christianisme évangélique.*" Au XX<sup>e</sup> siècle, les dictatures de droite ont apprécié le message de régénération individuelle et de passivité politique distillé par le pentecôtisme. Cheval de Troie de l'impérialisme US? Il n'y a pas de doute que le fondamentalisme est chargé de valeurs, d'idées, de normes nord-américaines, mais son succès s'explique par une nationalisation. L'adhésion n'exprime pas seulement un besoin de reconnaissance sociale, elle répond à des be-

soins spirituels non satisfaits à l'intérieur d'un catholicisme qui n'a pas la capacité, faute de prêtres, d'encadrer les fidèles.

Les rapports entre le catholicisme majoritaire et les protestantismes ont toujours été difficiles. L'Église a souvent mené des croisades contre les protestants installés dans les communautés rurales ou urbaines populaires. La chasse aux protestants a même fait des victimes. L'œcuménisme fonctionne mal en Amérique latine, particulièrement là où les confessions protestantes ne peuvent "convertir" que des catholiques. Quand Jean-Paul II réclame en 1992 la "seconde évangélisation" de l'Amérique latine, il répond à la menace protestante. (D'après Jean A. Meyer, *Historia del protestantismo en América Latina*. Mexico, 1991)

\*\*\*\*\*

### Le Carnaval de Rio: spectacle d'une société

Le carnaval s'est transporté d'Europe en Amérique dès le début de la colonisation. Ouvert à des apports indigènes, il a été cependant un phénomène urbain. C'est dans les villes qu'il survit. On pense au carnaval de Veracruz et d'Oruro. Mais le type le plus développé est celui de Rio.

Au Portugal, l'arrivée du printemps était célébrée dans de nombreux villages par une fête appelée l'*entrudo* (entrée) qui entraînait une collaboration au sein de la collectivité. La principale pratique consistait à arroser les gens avec de l'eau. L'*entrudo* persista dans des villages, mais disparut dans les villes, quand la fête se transforma en carnaval, avec bals masqués et apparition de bandes, révélant la césure campagne-ville. L'*entrudo* et le carnaval tendirent à disparaître conjointement sous le coup des changements après 1950.

Au Brésil, l'évolution répète le scénario portugais avec des différences. Dans la phase de l'*entrudo*, les jeux tenaient du combat, se déroulaient à l'intérieur des familles et des groupes de voisinage. Les femmes y jouaient un grand rôle. L'*entrudo* allait être complètement balayé vers 1900. Les jeux carnavalesques n'avaient pas non plus leur place à la campagne en raison de la menace que faisaient peser les esclaves majoritaires. Le bal masqué lié au carnaval fait son apparition vers 1850. Les chars allégoriques apparaissent vers 1865. Le Grand Carnaval s'installe, exigeant, à la différence de l'*entrudo*, de grands moyens. Il chasse l'*entrudo*, car les familles fortunées dans les bourgs se mirent à imiter la façon de fêter en vogue à Rio. Il reproduit les clivages politiques au sein des groupes supérieurs. Un Petit Carnaval s'affirme cependant avec la présence des Noirs qui dansent dans des rues. Il va prendre de l'ampleur. En 1928, est fondée la première école de samba. Le défilé des écoles de samba, autorisé en 1940, se fait d'abord dans une zone dégradée. Dans les années 50, les défilés bourgeois (en voitures) caractéristiques du Grand Carnaval, s'éteignent. Le Petit Carnaval, devenu Carnaval populaire, prend la relève; les couches inférieures imposent désormais leur musique, leur danse. De spectatrices, celles-ci devinrent les actrices et organisatrices, témoignant d'un renversement. Le Carnaval devint la grande fête nationale, l'un des symboles du pays. Au lieu de disparaître comme ailleurs, le Carnaval a pris un nou-

vel essor au Brésil à partir de 1940.

Plusieurs interprétations ont été proposées. É. Durkheim voyait le carnaval dans l'optique de l'alternance entre les activités profanes (orientées par la notion d'ordre) et les activités liées au sacré (s'exprimant par le désordre). R. Caillois empruntant à Durkheim et à Mauss voit dans la bombance qui caractérise la fête la nécessaire rupture avec le quotidien. Pour M. Bakhtine, le carnaval fournit l'occasion de renverser momentanément les hiérarchies. Pour tous ces auteurs, le Carnaval était appelé à disparaître avec l'individualisme, l'urbanisation et l'industrialisation.

Pour R. Da Matta, le carnaval brésilien créait un espace égalitaire. Le Brésilien exprimerait le mouvement pendulaire entre l'état de soumission et l'état d'euphorie, la libération. Il ne voit pas que le Carnaval a une histoire. Caillois, observant l'affaiblissement de la fête bourgeoise, n'a pas vu l'ascension de la fête populaire.

Pereira de Queiroz montre que le Carnaval reproduit la société brésilienne. Les modifications de la fête correspondent aux changements dans la société. La *bagunça* carnavalesque n'a jamais signifié le renversement de l'ordre. Le contrôle de la fête a toujours été entre les mains des *homens bons*. Il n'y a pas eu altération de la structure sociale. Les groupes carnavalesques sont organisés, ont des normes. Le carnaval obéit à des rituels qui évoluent, mais qui définissent des solidarités.

"Le 'super-spectacle' que le Brésil offre au monde pendant le Carnaval correspond à cette préférence pour l'apparat, pour tout ce qui est fait de luxe et d'éclat..." (p. 231). Le luxe et la magnificence ont été la règle dans les divers spectacles qui se sont établis sur le sol brésilien: cavallhada, pastorinhas, congada, embaixadas, etc. Le carnaval brésilien est un pur produit baroque. Il est construit en "trompe l'œil par rapport à la société". (p. 234)

Contrairement à ce que soutient da Matta, le carnaval n'est pas un espace pour vivre l'égalité. Le grand bal sert de marchepied dans l'ascension sociale ou d'instrument de consolidation du prestige. La nudité est inégale. Les femmes de bonne société sont habillées en robe longue. C'est la femme de couleur qui est dévêtue. L'homme est preneur d'une marchandise qui se fait voir. L'inégalité s'applique à la sexualité. Les lesbiennes ont un statut inférieur aux travestis (les "minces", fiers de la minceur de leur taille, dont la présence remonte à 1940), demeurant en marge, considérées par les hommes comme une caricature bouffonne. La rivalité entre les minces et les femmes sur le marché du travail a entraîné une surenchère lors du carnaval: les minces dévoilent leur poitrine, les femmes répliqueront avec la *bottomless*. (D'après Maria Isaura Pereira de Queiroz, *Carnaval brésilien: le vécu et le mythe*. Paris, Gallimard, 1992)